

ROBERTO FREGA
LE PROJET
DÉMOCRATIQUE.
UNE APPROCHE
PRAGMATISTE

PARIS, ÉDITIONS DE LA
SORBONNE, 2020

HERVÉ DUMEZ
JÉRÔME RAVAT
EVA DEBRAY
MANUEL CERVERA-MARZAL

Envisager la démocratie comme forme de société plutôt que comme régime politique. Comprendre l'ontologie sociale complexe, faite d'habitudes, schèmes d'interaction et formes d'organisation qui lui sont propres et qui, seuls, donnent tout son sens à la démocratie en tant que régime politique. Telle est la perspective que déploie *Le Projet démocratique*, de Roberto Frega. En s'appuyant sur la tradition philosophique du pragmatisme américain, intégrée à la théorie critique et à l'héritage toquevillien, il développe une théorie sociale de la démocratie. L'idée de démocratie doit être entendue comme visant à décrire un état désirable des interactions sociales parmi les individus, en tant que citoyens, mais aussi en tant que participants à la vie sociale sur leur lieu de travail, dans leur famille, au sein de l'espace public. La question est alors : quelles sont les conditions normatives qui favoriseront la démocratisation des marchés, des entreprises, des associations, des églises, des bureaucraties et autres institutions sociales ? Ce faisant, ce livre nous aide à mieux comprendre la signification, la portée et l'étendue du projet démocratique. Ce projet, ancré dans la vision émancipatrice qui caractérise le monde moderne, se propose d'instaurer une société fondée sur le principe de coopération entre individus libres et égaux. L'idée de démocratie, dès lors, n'acquiert sa signification politique qu'en lien avec cette vision primordiale d'une forme de société qui n'a pas d'équivalent dans toute l'histoire humaine.

MOTS-CLEFS : PRAGMATISME ; DEWEY ; TOCQUEVILLE ; THÉORIE POLITIQUE ; DÉMOCRATIE SOCIALE ; DÉMOCRATIE INDUSTRIELLE.

* Roberto Frega est directeur de recherche au CNRS au Centre d'étude des mouvements sociaux [fregarob@gmail.com].

En ces temps sombres où les institutions démocratiques semblent vaciller, où la démocratie représentative est plus que jamais exposée à la critique et à la démagogie et où la démocratie participative est, à peine mise à l'essai, déjà remise en cause comme technique de gouvernement, l'ouvrage de Roberto Frega, *Le Projet démocratique*, tombe à pic¹. Il nous invite à ne pas renoncer à ce « projet démocratique », qui paraît si discrédité aux yeux de beaucoup, et, au contraire, à le réactiver et à le revitaliser, dans une perspective pragmatiste. Il y a dans son livre une foi dans la dynamique démocratique, qui nous la présente comme un processus historique au long cours. On se souvient de l'hypothèse de Tocqueville sur la révolution démocratique, qui se serait enclenchée il y a quelques siècles, sans doute avec le mouvement communal au XII^e siècle, qui aurait progressivement conduit à une dissolution des hiérarchies de statuts dans les communautés, les corporations ou les universités d'Ancien Régime, qui, après avoir affranchi le pouvoir temporel du pouvoir spirituel, aurait fait naître « la société » tout en faisant de l'État son émanation et son expression, et qui, loin d'être achevée, se poursuivrait vers une plus grande « égalité des conditions » et une quête toujours plus forte de liberté, de droit et de justice. Le travail de désincorporation du corps théologico-politique, qui a conduit à la constitution de l'État moderne, du marché économique et de la société civile, qui a désenchâssé les individus des systèmes d'ordres et de castes pour qu'émergent les figures individuelles des sujets juridique et philosophique, de l'entrepreneur et du travailleur, du citoyen et du consommateur, est toujours en cours... La conquête des droits politiques, civils, économiques, sociaux et environnementaux, qui a progressivement forgé la notion de citoyenneté qui est la nôtre, doit toujours être poussée plus avant – dans une société où les repères de la loi, du savoir et du pouvoir sont irrémédiablement indéterminés et où s'est imposé le « droit à avoir de nouveaux droits », jusqu'à l'emballement, parfois. Et les batailles des femmes et des enfants, des LGBTQ+, des personnes en situation de handicap, des patients devenus acteurs de la médecine, et des déclarés « empêchés » de tous bords, se poursuivent – la revendication d'un droit à avoir des droits en venant à s'étendre

aujourd'hui aux droits des animaux, des vivants, des fleuves, de la Terre... Cette aventure démocratique que Claude Lefort (1981) nous avait appris à décrypter, dans ce qu'elle peut avoir d'illimité, on la retrouve, sous certains aspects, dans *Le Projet démocratique* de Frega.

La société démocratique, marquée par la dissolution des repères de la certitude (Dewey, 1929 ; Lefort, 1986 : 30), où l'absence de fondation dans le règne divin ou le droit naturel nous condamne à l'enquête et à l'expérimentation, où la discussion ne peut se clore sur une et une seule conception du Bien, du Droit, du Vrai, du Juste, est bien celle que les auteurs pragmatistes avaient tenté de comprendre. Quelles formes prendraient aujourd'hui leurs réflexions sur la démocratie urbaine et la démocratie industrielle, qui étaient deux de leurs chevaux de bataille, il y a un peu plus d'un siècle ? Que peuvent-ils encore nous apprendre, ces militants progressistes, par-delà le passage du temps ? Quel tour doit prendre le pragmatisme pour répondre à des problèmes contemporains, s'actualiser, se reformuler, réagir à et être responsable face à de nouveaux enjeux ? Et comment opérerait-il avec les demandes actuelles des citoyens ? Il y a une série de défis nouveaux auxquels le projet démocratique doit faire face : l'aggravation du réchauffement climatique et la multiplication des catastrophes écologiques, ainsi que les tensions, les conflits et les guerres qui vont en découler ; l'intensification des flux migratoires, pour des raisons économiques, politiques ou climatiques, et les politiques des camps et des frontières qui se mettent en place ; la réapparition des maladies de la pauvreté comme la tuberculose, et le développement d'épidémies à l'échelle internationale dont la pandémie de Covid 19 serait le prélude ; l'omniprésence de dispositifs de surveillance, de traçage et de sécurité de la part des États et des entreprises, dans un monde reprogrammé par le web ; et la montée de mouvements sociaux et de régimes politiques, légitimés par le scrutin électoral, ouvertement autoritaires, nationaux, racistes et xénophobes, menaçants pour les libertés publiques et privées, sinon habités par un culte du marché, décidés à détruire ce qui reste de politiques sociales, de santé et d'éducation dans le cadre d'un État-providence...

À quelques-unes de ces questions, déjà présentes il y a un siècle, le pragmatisme historique a encore des choses à nous dire – c’est ce que les explorations menées dans les colonnes de *Pragmata* et les interrogations politiques sur des objets contemporains ont commencé à nous montrer. Dans cette veine, ce qui intéresse avant tout Frega, c’est plutôt un modèle de démocratie qui nous permette d’en repérer les indices – ou leur absence – dans l’expérience des situations concrètes que nous vivons, et qui, dans le même mouvement, nous aide à faire renaître, en pratique, un idéal au cœur des pratiques civiques et politiques, dans la famille et à l’école, en art et en science, dans la ville et en entreprise. Un fil directeur de cet effort est la notion de « démocratie sociale ». « La démocratie politique, écrit Frega, devait être conçue comme une simple “étape” d’une révolution sociale plus globale encore, largement en cours de réalisation, et donc loin d’être achevée. Cela est certainement vrai pour John Dewey, le “philosophe de la démocratie” par excellence, mais aussi pour ses contemporains Jane Addams, George Herbert Mead, Charles Horton Cooley, Arthur Bentley et Mary Parker Follett, ainsi que pour des théoriciens pragmatistes plus tardifs comme Harold Lasswell, Sidney Hook, Philip Selznick, Richard Rorty et Richard Bernstein. » (Frega, 2020d : 8). Quel est le sens de ce « social » et quelles implications a-t-il, aujourd’hui, pour le fonctionnement de la représentation politique ou de l’organisation industrielle ? Pour Jane Addams (1902) et les femmes de Hull House, c’est la découverte de l’interdépendance croissante entre humains, de ce que l’on appelait en France à la même époque la « solidarité sociale », quoiqu’elle eût d’autres tenants et aboutissants. Ce constat nourrit l’épreuve de la compréhension sympathique pour les autres, un désir de coopération et de communication entre groupes (de classe et de genre, raciaux, religieux, nationaux), une vision sociale de la science, du pouvoir et du droit, et un sens de la discussion, de l’enquête et de l’expérimentation à travers lesquelles des communautés parviennent à s’auto-gouverner et des individus à avoir le contrôle sur leurs milieux, leurs espaces et leurs histoires de vie. Certaines de ces dimensions se retrouvent dans le livre de Frega, mais on lui demandera quelles nouvelles pratiques, aujourd’hui, viennent

donner corps à l'idée de « démocratie sociale » qu'ont défendue en leur temps Addams, Dewey, Mead, et quelques autres. À quoi ressemble le « social » dans un monde fait d'un enchevêtrement de multiples chaînes de responsabilité, de plus en plus équipé et médiatisé par des outils numériques ? Quelle place y accorder aux élus et aux experts, et à la « volonté collective » des citoyens, comme s'en inquiétaient déjà Follett (1924) ou Dewey (1927/2010) ? Quelles sont les conséquences de la « démocratie sociale » sur les questions de discrimination de genre ou de race, ou sur les perspectives d'une urgence écologique ? Comment élargir le pragmatisme pour qu'il devienne pertinent eu égard à ces (plus ou moins) nouveaux problèmes ?

D'autres questions se pressent à la lecture du livre de Frega. Comment, là encore avec une certaine fidélité à la démarche des pragmatistes du début du XX^e siècle, traiter de la question des « intérêts » et comment aborder celle des « vertus », des « croyances » et des « habitudes », en dialogue avec les sciences sociales et politiques ? Quels emprunts Frega opère-t-il lui-même à des approches descriptives des transactions sociales, interactionnistes ou ethnométhodologiques, entre autres, à la façon de Goffman ou de Garfinkel ? Comment informe-t-il sa philosophie morale et politique par la lecture d'enquêtes empiriques – qu'y prend-il et qu'y laisse-t-il ? Et comment ce détour lui permet-il d'affiner sa connaissance des « créatures normatives » (Frega, 2014) que nous sommes ? On peut, en outre, présumer que *Le Projet démocratique* s'inscrit dans la continuité d'un parcours. Comment articuler les propositions de Frega sur la « démocratie sociale » avec celles qu'il avançait sur l'épistémologie de Dewey (Frega, 2006), ou avec son interrogation sur les « pratiques normatives » (Frega, 2012 et 2014) ? Surtout, en quoi Frega nous aide-t-il à mieux déchiffrer la démocratie réellement existante, celle qui est notre lot quotidien ? Quelles leçons pouvons-nous tirer des visions de la « démocratie des groupes » de Follett (1918) ou de celle des « publics » (Dewey, 1927/2010) ? Et que dire de la transnationalisation de la sphère publique, pointée par toutes les études sur la globalisation, qui nous impose, selon Frega, de nous projeter au-delà de l'État-nation – une

idée que les pragmatistes de l'époque avaient trouvée dans le modèle de la *Great Society* de Graham Wallas (1914), et tout simplement dans les enquêtes sur les flux internationaux ou dans les critiques de l'anti-impérialisme de l'époque ?

Quelle place, encore, accorder aux nouvelles formes d'inégalité et de discrimination auxquelles nous sommes sans cesse confrontés qui, dans un monde où l'égalité prévaut pourtant de plus en plus, réintroduisent toutes sortes de chasses gardées et de zones exclusives, accentuent les asymétries économiques, sociales et politiques de façon brutale, à la faveur du démantèlement des États-providence et de la fragilisation des États garants de libertés privées et publiques ? Comment les logiques contemporaines des économies capitalistes, des circulations migratoires ou des contrôles politiques font renaître des populations de surnuméraires, de plus en plus vulnérables, de moins en moins protégées, et de façon, semble-t-il, durable ? En quoi les propositions pragmatistes de discussion publique, adossée à l'enquête et à l'expérimentation par des publics, pourraient-elles transformer nos façons de gouverner, et de faire des politiques publiques, des lois et des institutions ? Et sommes-nous assurés que la menée de bonnes enquêtes, couplées à un effort d'éducation populaire, mises à l'épreuve d'expérimentations sociales, suffirait à réveiller la croyance en une réalité commune et à restaurer l'articulation entre croyance et action ? Ou encore qu'elle rendrait accessible des « informations » garanties par des institutions officielles, non gangrenées par la logique du mensonge et du soupçon et se traduirait par un sens raffermi du pluralisme et une disposition à s'incliner devant le bien public ? Comment répondre à ces défis qui étaient déjà présents à l'époque de Dewey, Mead, Addams ou Follett, de méga-trusts face auxquels les États démocratiques ont peine à faire le poids, de groupes de pression qui minent plus que jamais l'intérêt général en infiltrant et en s'implantant dans les lieux de la haute-administration, de l'exécutif et du législatif, de mouvements « populistes » qui se nichent dans la machinerie démocratique pour mieux la pervertir et s'en débarrasser, ou, à l'échelle internationale, des pratiques d'élites criminelles qui

n'hésitent pas à se retourner contre leurs populations et à réprimer par le sang toute demande de droit ou de liberté?

Telles sont quelques-unes des questions que nous nous posons tous les jours et que nous nous sommes posées en lisant le livre de Roberto Frega. Pour le symposium, quatre chercheurs d'horizons différents, des sciences de gestion à la philosophie en passant par les sciences politiques, ont accepté de commenter *Le Projet démocratique*. Hervé Dumez, Jérôme Ravat, Eva Debray et Manuel Cervera-Marzal se livrent ici à un débat exigeant avec l'auteur. Nous les en remercions, tout comme nous remercions Roberto Frega de s'être prêté de bonne grâce à l'exercice.

Daniel Cefai et Alvin Panjeta

*

ÉLARGIR LA DÉMOCRATIE : ÉCOLE, SCIENCE, ART, FAMILLE

Jérôme Ravat

Dans cet ouvrage ambitieux, dense et passionnant, Roberto Frega s'interroge sur les principes et les méthodes d'une authentique démocratisation de la vie politique et sociale. Pareille tâche s'inscrit dans la continuité des travaux menés par l'auteur dans le cadre de la philosophie sociale d'inspiration pragmatiste.

Le lecteur ne peut être qu'impressionné par l'abondance des références, non seulement chez les auteurs directement associés au pragmatisme (Dewey, Peirce, Bohman...), mais aussi en raison du dialogue entre cette tradition et d'autres courants de pensée (comme le néo-républicanisme ou l'école de Francfort).

Le « projet démocratique » qui donne son titre à l'ouvrage est assurément enthousiasmant : loin de se borner à déplorer un quelconque

déficit démocratique des sociétés contemporaines, l'auteur s'attache plutôt, dans la continuité de la philosophie pragmatiste, à traiter les problèmes qui affectent ce projet démocratique. Il s'interroge, ce faisant, tout au long de l'ouvrage sur les modalités d'une démocratisation politique, mais également sociale, que cette démocratisation touche l'entreprise, la famille ou encore les marchés.

Dans cette optique, la démocratie est ici définie non pas simplement comme un mode d'organisation politique, mais comme une *norme* traversant l'ensemble de l'espace social, permettant à la fois d'évaluer des situations concrètes (« normativité de conformité ») et des domaines de l'expérience (« normativité paradigmatique »).

La normativité démocratique repose à cet égard sur trois principes fondamentaux exposés par l'auteur dès l'introduction de l'ouvrage (p. 16) : « 1) la parité relationnelle ; 2) l'autorité inclusive ; et 3) l'engagement social. » Selon le principe de parité relationnelle, les relations entre individus doivent tenir compte le moins possible du statut social, « chaque individu sans sa relation avec d'autres est traité d'une manière qui ne dépend pas de son statut social ». Il y a autorité inclusive quand les individus sont « les auteurs des décisions dont ils subiront les conséquences plutôt que leurs destinataires passifs ». L'engagement social désigne « la capacité d'une unité sociale à impliquer ses membres dans une pluralité de pratiques ».

Le modèle théorique proposé par Roberto Fregas'avère prometteur. Il permet en effet de juger du caractère démocratique d'une institution ou d'une pratique à partir des principes précédemment énoncés. Mais ce modèle soulève plusieurs interrogations.

LE PROBLÈME DE L'ARTICULATION ENTRE PRINCIPES DÉMOCRATIQUES

En premier lieu, quelles sont les relations susceptibles de se tisser entre les trois principes démocratiques ? Sont-ils équivalents, ou

peut-on envisager des liens de *hiérarchisation* et de *subordination* entre eux, sinon d'*opposition*? John Rawls affirme dans *Libéralisme politique* (1993/1995), au sujet des principes de justice, que le principe de différence est subordonné au principe d'égalité des chances selon ce qu'il nomme un « ordre lexical ». Un tel « ordre lexical » s'applique-t-il également aux trois principes démocratiques énoncés par Roberto Frega? Par exemple, le critère d'« engagement social » peut-il, dans certaines circonstances ou dans certains domaines, suffire au succès d'une organisation démocratique, même si le critère d'autorité inclusive n'est que faiblement satisfait?

Il est dommage, par ailleurs, que l'auteur n'ait pas davantage appliqué ces trois principes démocratiques dans une perspective critique afin d'évaluer la légitimité démocratique de pratiques ou d'institutions existantes ou ayant existé. Prenons ici, pour illustrer ce point, un exemple qui a été il y a peu de temps au centre de l'actualité: le Grand Débat National organisé en janvier 2019 par le gouvernement dans le sillage des revendications propres au mouvement des Gilets Jaunes. Il aurait pu être intéressant, en particulier dans le chapitre 7 de l'ouvrage consacré à l'expérimentalisme démocratique, de confronter les modalités d'organisation du Grand Débat aux trois grands principes démocratiques énoncés par l'auteur. Dans quelle mesure ces modes d'organisation ont-ils satisfait la parité relationnelle, dans le cadre des interactions entre participants? Quelle a été l'implication effective des citoyens sur le plan discursif et décisionnel, durant les délibérations? Quels effets ce débat a-t-il eus sur l'implication démocratique des citoyens dans la vie sociale?

Ce travail critique (que l'on est tout à fait en droit d'attendre d'une réflexion philosophique d'inspiration pragmatiste) aurait pu, par ailleurs, se nourrir de travaux conduits en sciences politiques (songeons par exemple aux recherches de Loïc Blondiaux (2008) sur la démocratie participative et à toutes les recherches publiées dans la revue *Participations*). En bref, il est dommage que la question de l'adéquation entre, d'une part, les structures juridiques et institutionnelles

effectives de la démocratie et, d'autre part, l'ensemble de croyances et de normes qui irriguent le mode de vie démocratique, ne soit pas davantage développée. On oppose souvent la démocratie comme régime formel et la démocratie comme «vie commune» (Bidet & Gayet-Viaud, 2020) dans une «communauté morale idéale» (Pappas, 2020) : mais comment ces deux visions de la démocratie se rejoignent-elles ?

Par ailleurs, même si l'ouvrage de Roberto Frega ne saurait prétendre à l'exhaustivité, force est de constater que certains domaines sont davantage explorés que d'autres lorsqu'il s'agit de préciser la teneur du projet démocratique. L'aspect politico-économique demeure prédominant dans l'analyse, par l'auteur, des manifestations du processus démocratique. Ainsi, l'auteur consacre des développements à la question de la démocratisation des entreprises (par exemple le *knowledge management* ou le *benchmarking*, développés par les entreprises privées) en mettant en avant l'épistémologie pragmatiste qui sous-tend ces dynamiques (s'agissant notamment de la correction des erreurs). Toutefois, il est dommage que l'extension du projet démocratique à d'autres domaines fondamentaux n'ait pas été explorée. L'avantage d'une approche par domaines aurait comme mérite de mettre en avant l'importance respective (et variable) que peuvent avoir les trois principes démocratiques définis par l'auteur. Pensons ici à quatre domaines : l'école, la science, l'art, la famille.

ÉTENDRE LA SPHÈRE D'APPLICATION DES PRINCIPES DÉMOCRATIQUES

On peut s'étonner, d'abord, du peu d'attention que l'auteur accorde à la question de l'école et de l'éducation. À bien des égards, et comme le souligne Dewey (1916), l'école peut être considérée comme un véritable laboratoire pour le projet démocratique. En particulier, une réflexion détaillée sur l'école aurait été la bienvenue dans les passages sur les habitudes démocratiques (chapitre 5 de la troisième partie). Deux traits principaux de l'habitude coopérative, à savoir le règlement non violent des conflits et le faillibilisme sur le plan épistémique, trouvent

en effet leurs racines à l'école, et il aurait été intéressant de s'interroger sur les dispositifs permettant la démocratisation de cette institution, et notamment son ouverture à l'autorité inclusive (on pense ici à la méthode de la classe inversée, défendue par Eric Mazur, 1997). Ces dispositifs ne sont pas sans susciter débats et controverses, ce qui devrait permettre d'envisager les limites des principes de parité relationnelle, d'autorité inclusive, et d'engagement social. Jusqu'où ces trois principes peuvent-ils être étendus à la relation ancestrale entre le maître et l'élève ?

Se pose également la question de la démocratisation de la science. Comment démocratiser le savoir scientifique, souvent perçu comme hermétique par les citoyens, afin de le rendre plus inclusif ? Le thème des *controverses* pourrait ici fournir une piste de réflexion judicieuse. Songeons par exemple aux recherches de Francis Chateauraynaud et de Didier Torny sur les lanceurs d'alerte (Chateauraynaud & Torny, 1999/2013 ; et Chateauraynaud, 2020). Les débats houleux entourant le coronavirus témoignent en ce sens d'une appétence du public pour les questions d'ordre scientifique et toute l'importance d'une démocratisation dans ce domaine. De la même manière, c'est toute la question de la production de l'ignorance en relation à certains problèmes publics ou de la circulation de *fake news* qui pervertissent l'espace public qui aurait pu être posée (Girel, 2017).

Le champ artistique, absent de l'ouvrage (à l'exception d'une référence rapide au concept d'« industrie culturelle » chez Adorno) ouvre également des réflexions intéressantes. L'art contemporain, bien souvent perçu comme « élitiste », témoigne de ce problème. Comment promouvoir l'inclusivité de l'art, à l'encontre de la dichotomie traditionnelle entre « culture savante » et « culture populaire » ? Comment Dewey lui-même a-t-il traité la question dans *L'Art comme expérience* (1934/2010) ? Quelle forme a-t-elle prise dans les expérimentations qui ont pu en découler (par exemple au Black Mountain Institute : Gaudin, 2021) ? Songeons aux travaux d'un auteur comme Richard Shusterman (1992), figure importante de l'usage du pragmatisme en

esthétique, ou à ceux de Stuart Hall dans le cadre des *cultural studies* (Hall, 2017).

La question de la démocratisation de la famille, bien qu'évoquée au début de l'ouvrage, est également peu présente *in fine* dans la réflexion de l'auteur. Cela est dommageable, dans la mesure où l'auteur lui-même insiste sur l'ancrage des expérimentations démocratiques dans des structures sociales de petite taille. Quelles seraient les modalités d'une démocratisation de la structure familiale, et plus généralement de la sphère *privée*? Pour Dewey, la famille est une « institution sociale » et une « communauté éthique », et il s'inquiète très tôt, dès les années 1880, de problèmes de santé et de sexualité, de relations entre hommes et femmes (Dewey, 1888 : EW.1.247), tandis que dans « Creative Democracy » (1939 : LW.14.231), il parle de « l'intérêt du public à discuter de questions de morale sexuelle telles que l'utilisation de contraceptifs, la stabilité de la vie familiale, l'éducation sexuelle directe et indirecte des enfants ». La vie de famille est une affaire de démocratie. Les travaux de Susan Moller Okin (1989/2008), entre autres, auraient permis d'amorcer pareille réflexion.

Les passages sur l'interactionnisme et l'ethnométhodologie s'avèrent particulièrement intéressants, d'autant que cet effort de confrontation entre philosophie morale et science sociale s'avère assez rare. Ils indiquent selon quelles modalités concrètes, étudiées par les sciences sociales, le projet démocratique peut s'enraciner dans les pratiques les plus ordinaires. Il est dommage toutefois que, lorsque Roberto Frega reprend les thèses de Goffman, il s'en tienne pour l'essentiel au concept de « face » et aux « rites d'interaction », néglige certains de ses livres où le problème de la constitution de l'ordre moral est posé clairement (Goffman, 1963/2013) et n'expose pas un autre concept fondamental de cet auteur, celui de « cadre de l'expérience » (Goffman, 1974/1991). Comment organiser l'expérience des situations, comment les cadrer et les définir pour qu'elles satisfassent à des exigences démocratiques? Quel vocabulaire, impliquant une enquête forte sur les métaphores et les analogies favorisant une authentique

démocratisation du langage, faut-il mobiliser afin de rendre compte de l'expérience démocratique ?

De toute évidence enthousiasmé par le projet démocratique, l'auteur consacre en définitive peu de pages à analyser les obstacles que ce projet est susceptible de rencontrer. Considérons à ce titre la question du numérique. Éminemment ambivalent, le web peut être perçu à la fois comme une passerelle et comme un frein pour le projet démocratique. L'auteur privilégie une approche globalement positive du web, laissant de côté les freins au processus de démocratisation. En témoigne le cas des « communs numériques » qui « contribue à élargir de plus en plus la portée des modèles non marchands et non étatiques de production et de consommation ». (p. 356). Certes, Roberto Frega reconnaît à la fin du chapitre 8 sur les publics démocratiques, notamment au sujet des projets collaboratifs entre pairs sur internet, qu'il « est fort possible que ces pratiques créent aussi des espaces où se développent de nouvelles formes d'inégalité et d'exploitation » (p. 361). Toutefois, il ne développe pas cette idée. À l'ère des bulles de filtre, des *fake news* et des algorithmes, l'expansion de la communication sur internet ne joue-t-elle pas en défaveur du projet démocratique ? Dans ce cadre, quels outils mettre en place pour maintenir vivace le projet démocratique face aux multiples dangers qui le menacent ? À cet égard, la confrontation avec un ouvrage comme *La Démocratie des crédules*, du sociologue Gérard Bronner (2013), pourrait s'avérer intéressante, notamment pour mettre en lumière les obstacles tant psychologiques que technologiques qui font du numérique un immense défi pour le projet démocratique. Et plus intéressantes encore, les enquêtes menées sur les usages du web et sur leurs conséquences, que ce soit par les nouvelles méthodes quantitatives qui se développent d'analyses de données de Twitter, ou par les analyses très fines d'échanges conversationnels dans des espaces publics virtuels (dans la revue *Réseaux*, par exemple).

Enfin, puisque définir un objet implique aussi d'énoncer ce qu'il n'est pas, il nous semble que l'auteur aurait pu délimiter l'idéal

démocratique en soulignant davantage ce à quoi, selon lui, cet idéal est susceptible de s'opposer. Roberto Frega aurait pu, en particulier, approfondir la question (évoquée trop brièvement au début de l'ouvrage) de la relation entre l'idéal démocratique et les formes d'organisation dites « populistes ». Le populisme soulève la question fondamentale du caractère inclusif de la démocratie. Jusqu'où l'inclusion peut-elle s'étendre ? Quels sont les critères légitimant l'exclusion du projet démocratique ? Nombre de mouvements dits « populistes » affirment en effet, et souvent avec virulence, leur attachement au projet démocratique (accusant les « élites » de nuire à ce projet). L'idée que ce type d'organisation est anti-démocratique est présentée comme un postulat qu'il importe pourtant grandement d'interroger.

À bien des égards, l'ouvrage de Roberto Frega s'avère très prometteur. Revêtant une dimension foncièrement programmatique (qui suffit à elle seule à rendre ce projet passionnant), un tel travail pourrait être creusé selon nous de deux manières. Premièrement, en approfondissant l'articulation entre les trois principes démocratiques. Deuxièmement, en envisageant l'application de ces trois principes à des domaines peu explorés dans l'ouvrage : quelles seraient les modalités spécifiques d'une démocratisation de l'art, de la science, de la famille ou de l'école ? Pareilles interrogations ne manqueront pas, nous en sommes convaincus, d'alimenter les réflexions futures de l'auteur.

*

LA DÉMOCRATIE COMME PROBLÈME : EXPERTISE, INSTITUTION, MÉDIATION

Hervé Dumez

Le projet de Roberto Frega est ambitieux. Il consiste à repenser la démocratie dans ses fondements et ses fonctionnements. Son originalité me paraît reposer sur trois propositions.

Proposition 1. La démocratie ne se réduit pas au descriptif et à l'analytique (décrire et analyser ce que sont les démocraties). Il s'agit d'un concept enchevêtré au sens de Putnam (2004), à la fois descriptif *et* normatif. On analyse une démocratie en l'évaluant (est-elle plus ou moins démocratique et que devrait-elle être pour être plus démocratique?). Les aspects descriptif (et analytique) et normatif sont enchevêtrés au sens où on ne peut pas les séparer en pratique.

Proposition 2. La démocratie ne se réduit pas à la démocratie politique. Elle touche à toutes les dimensions de la société et notamment, par exemple, à l'entreprise. En combinant les deux premières propositions, on peut se demander comment introduire de la démocratie dans l'entreprise, et comparer des entreprises comme étant plus ou moins démocratiques. Sur ce point, Mary Parker Follett (1918 et 1924) est un auteur charnière puisque, venue de la science politique sur laquelle elle a écrit, elle s'est intéressée aussi à l'entreprise (Follett, 1941), faisant un lien entre les deux que l'ouvrage de Roberto Frega souligne.

Proposition 3. Sur le plan politique, la démocratie ne se réduit pas aux institutions démocratiques. L'approche traditionnelle de la philosophie politique met l'accent sur les institutions (le contrôle du parlement sur l'exécutif, par exemple, l'indépendance du judiciaire, etc.). Mais l'analyse de la démocratie doit aller bien au-delà et s'intéresser aux « pratiques démocratiques normatives » (p. 99). Cette troisième proposition est bien évidemment liée aux deux premières (le descriptif/normatif enchevêtré et la non-réduction de la démocratie à son volet politique).

Une fois ces trois propositions posées, Roberto Frega identifie trois principes descriptifs/normatifs des pratiques démocratiques : (a) la parité relationnelle, (b) l'autorité inclusive et (c) l'engagement social. Mes questions vont porter sur la nature de ces trois principes, puis examiner chacun d'entre eux de façon plus détaillée.

LES TROIS PRINCIPES DE LA DÉMOCRATIE : DESCRIPTIFS OU NORMATIFS ?

La première question (qui se distribue en une série de sous-questions) porte sur les relations qu'entretiennent ces trois principes fondamentaux : sont-ils indépendants les uns des autres ? Peut-il, par exemple, y avoir autorité inclusive sans qu'il y ait une forme d'engagement social et/ou sans qu'il ait parité relationnelle ? L'engagement social peut-il se réaliser en l'absence de parité relationnelle ? Autrement dit, la parité relationnelle n'est-elle pas une condition fondamentale, sans laquelle les deux autres principes ne peuvent pas fonctionner ? Les deux premiers principes ne conditionnent-ils pas le troisième, l'engagement social ?

Toujours sur ce plan des trois principes, la seconde question porte sur la manière dont on peut les utiliser, les manier, concrètement, pour évaluer les pratiques. Existe-t-il un continuum du moins démocratique au plus démocratique, ce continuum étant structuré par les trois principes ? Prenons le cas que je connais le mieux, celui de l'entreprise. L'organisation ou l'entreprise est analysée par les économistes comme une forme de coordination opposée au marché en cela qu'elle doit être considérée comme une hiérarchie. De ce point de vue là, par nature, l'entreprise semble ne pas pouvoir vérifier le premier principe, celui de la parité relationnelle. Dans l'entreprise, certains sont les supérieurs des autres. Mais, des entreprises peuvent essayer (et peut-être essaient-elles toujours...) de pratiquer l'autorité inclusive. Follett a montré que l'on donnait peu d'ordres dans un univers pourtant hiérarchique tel qu'est celui de l'entreprise. Et la question de l'engagement est centrale : beaucoup d'études mettent en évidence des comportements de non-engagement qui minent les fonctionnements organisationnels. Des modèles extrêmes sont donc apparus, comme l'entreprise libérée ou l'holocratie (Getz & Carney, 2012 ; Robertson, 2016). Ces modèles remettent en cause la hiérarchie et prônent la parité relationnelle, pratiquent une inclusion totale dans la prise de décision et demandent l'engagement de tous. A-t-on là le modèle extrême du

continuum de la démocratie dans l'entreprise ? Avec des modèles intermédiaires maintenant la hiérarchie (pas de parité relationnelle) mais essayant d'inclure mieux dans la décision et de susciter un peu plus d'engagement ? Mais comment pondérer en pratique les trois principes pour positionner une entreprise sur le continuum ? Est-ce que la parité relationnelle et l'engagement social ne sont pas des conditions faibles, la condition la plus forte étant l'autorité inclusive ? Ou a-t-on des types différents de pratiques démocratiques dans l'entreprise qui combinent à chaque fois les trois principes ou conditions sous des formes différentes ?

LA QUESTION DE LA PARITÉ RELATIONNELLE ET DE L'EXPERTISE

Dans l'entreprise, on l'a vu, et dans le monde organisationnel en général, ce qui constitue une part écrasante du monde social, le phénomène hiérarchique fait problème au niveau du principe de parité relationnelle. Mais le problème le plus fondamental pour les pratiques démocratiques est sans doute celui de la non-parité dans les savoirs. Le débat a opposé Dewey (1927) et Lippmann (1922), et Roberto Frega en rend compte dans le livre. Follett avait bien noté le problème dans l'entreprise en analysant, à son époque, la montée en puissance de spécialistes : « [...] la séparation entre le conseil et la décision ne peut être rigide, car l'information donnée par l'expert au décideur (*executive*) est rarement pure. La plupart des experts interprètent les faits et les mettent en relation, et les décisions sont largement déterminées par l'interprétation des faits et la manière dont ils sont mis en relation. » (Follett, 1941/2013 : 255). La crise de la Covid 19 a illustré plusieurs phénomènes inquiétants du point de vue des fonctionnements démocratiques. Certains dirigeants ont considéré que la pratique démocratique consistait à se passer de l'expertise scientifique ; certains experts scientifiques ont considéré que leur expertise devait dicter (ou quasiment) la décision politique ; l'expertise scientifique elle-même est sortie du débat entre pairs pour être mise aux voix, comme si elle pouvait et devait faire l'objet d'une pratique démocratique, la majorité pouvant

et devant décider de la vérité scientifique, appliquant un principe proche de l'autorité inclusive dans le domaine scientifique. Est-ce que les trois principes de la pratique démocratique formulés par Roberto Frega permettent réellement de penser les relations complexes entre démocratie et expertise ? Notamment, comment appliquer le principe de parité relationnelle lorsque la démocratie a besoin de l'expertise qui, par définition, introduit une disparité de savoirs dans les relations ? Comment pratiquer de manière optimale l'autorité inclusive lorsque la disparité dans les savoirs est forte ? La critique des « élites » comme faussant le jeu démocratique a certes des fondements, mais la démocratie suppose-t-elle d'ignorer le savoir des experts et de prendre des décisions au risque d'ignorer tout savoir scientifique complexe donc non-susceptible de parité ? Peut-on pratiquer l'enquête au sens des pragmatistes, l'enquête démocratique, en se passant de l'expertise ? Mais si l'on tient compte de l'expertise scientifique dans l'enquête, l'enquête peut-elle être démocratique au sens des trois principes identifiés par Roberto Frega ? Comment, alors, résoudre cette quadrature de l'enquête ?

LA QUESTION DE L'AUTORITÉ INCLUSIVE ET CELLE DES INSTITUTIONS

Roberto Frega insiste sur le fait (proposition 3) que la démocratie ne se réduit pas aux institutions de la démocratie. Cette insistance est à la fois pertinente et féconde. Mais peut-on penser les pratiques démocratiques normatives sans les institutions qu'elles peuvent bousculer mais qui les permettent ? La démocratie peut-elle subsister et fonctionner quand les institutions démocratiques n'assurent plus l'autorité inclusive ? Les taux d'abstention aux élections sont de plus en plus élevés, et la revendication de démocratie de plus en plus forte. Comme si les institutions ne permettaient plus l'expression de la démocratie et comme si les pratiques démocratiques ne se développaient – et ne pouvaient se développer – qu'en dehors des institutions démocratiques. Le divorce entre institutions et pratiques semble aujourd'hui maximal. Une interprétation peut être que les pratiques

démocratiques normatives vont jouer leur rôle exploratoire et faire évoluer les institutions, c'est-à-dire qu'elles vont redémocratiser ces dernières. Une autre interprétation peut être que la démocratie est en danger lorsque le respect pour les institutions disparaît. « Être capable de respect est aujourd'hui presque aussi rare que d'en être digne », note Joseph Joubert (1954 : 199). Certes, les pratiques démocratiques normatives dans leur dimension critique peuvent et doivent faire évoluer les institutions, mais le rejet de toute institution démocratique au nom de pratiques démocratiques est-il viable ? Peut-il y avoir des pratiques démocratiques normatives sans institutions qui les rendent possibles et à partir de quelles formes d'enquêtes les institutions démocratiques doivent-elles évoluer, sachant que la Constitution américaine, par exemple, est restée à peu près inchangée depuis 1787-1789, alors que les pratiques démocratiques aux États-Unis ont connu d'importantes évolutions ? Le pragmatisme permet-il de penser l'articulation entre institutions et pratiques démocratiques ?

LA QUESTION DE L'ENGAGEMENT SOCIAL ET LA VOLONTÉ D'IMMÉDIÉTÉ

La question des institutions est liée à celle des formes d'engagements actuels. Les institutions organisent des formes d'enquête au sens pragmatiste du terme. Le parlement, fondé sur la représentation des citoyens, fonctionne via des commissions ou comités spécialisés, permanents ou temporaires, qui élaborent des solutions aux problèmes mis à l'agenda, en auditionnant des experts scientifiques ou praticiens. Le processus est lent et coûteux, ce qu'avait bien vu Peirce quand il évoquait l'abduction, pour lui le cœur du pragmatisme. Selon lui, l'enquête a un coût, qu'il faut prendre au sens très concret. Il mentionne ainsi l'argent, le temps, l'énergie, l'investissement en travail intellectuel (*thought*) (Peirce, 1958 : § 220).

Mais on a vu récemment des formes d'engagement, qui se réclament de la démocratie, reposer sur une tout autre approche. Elles se veulent instantanées et directes, sans intermédiation. Elles manipulent de

l'information sans la vérifier, se méfient de l'expertise et de tout intermédiaire, se passent du temps, de l'énergie, de l'investissement en travail intellectuel nécessaires à l'enquête au sens pragmatiste. N'est-on pas en train de vivre la crise de l'enquête démocratique ? Traditionnellement, un marché est la réunion en un même lieu et pendant des horaires définis de l'offre et de la demande qui s'y trouvent concentrés. Aujourd'hui, les marchés fonctionnent en continu d'une extrémité de la planète à l'autre, ce qui peut produire des phénomènes de déstabilisation forte comme l'avait prédit Maurice Allais (1999), prix Nobel d'économie. De même, traditionnellement, la démocratie a un rythme, celui des élections, celui des sessions et des commissions parlementaires. Des pratiques démocratiques reposant sur l'instantanéité des réactions peuvent produire de très fortes déstabilisations. Elles mettent en cause également les formes de la civilité dont Roberto Frega, dans la lignée de Goffman, pense qu'elles sont à la base de la pratique démocratique. Peut-on qualifier de démocratiques de tels engagements sociaux tellement en marge des institutions et qui se réclament d'une démocratie directe et instantanée, donc « pure » ? Si on les voit comme un danger potentiel pour la démocratie elle-même, doit-on faire la distinction entre des engagements sociaux non démocratiques et d'autres démocratiques ? Si oui, comment faire cette distinction en pratique et qui la fait ? Des experts ? Des individus éclairés ? Mais par définition, n'est-on pas alors renvoyé au problème de l'expertise et à l'existence d'institutions d'arbitrage ? Les constituants américains ont confié aux juges d'une cour suprême en position d'experts le fait d'arbitrer sur les pratiques démocratiques positives et celles qui peuvent avoir des effets négatifs. La richesse des questions que pose l'ouvrage de Roberto Frega témoigne de son importance.

*

HABITUDES ET CONTRÔLE SOCIAL EN DÉMOCRATIE

Eva Debray

Avec *Le Projet démocratique*, Roberto Frega signe un ouvrage ambitieux. Le philosophe ne se contente pas d'explorer, dans une perspective d'histoire des idées, les ressources qu'offre la pensée sociale et politique pragmatiste pour penser la démocratie. D'une part, il mobilise en effet ces ressources dans un dialogue serré constant avec des approches classiques et contemporaines de la démocratie, mettant de la sorte en évidence un *besoin ou un manque théorique* auquel la pensée pragmatiste serait selon lui à même de répondre. D'autre part, il entend proposer une véritable *théorie* pragmatiste de la démocratie, en se livrant lui-même à un important travail de reconstruction à partir de diverses sources de la pensée pragmatiste. L'ampleur de cette tâche n'est, selon l'auteur, que l'envers d'une urgence : repenser, de fond en comble, ce qu'est la démocratie, afin de pouvoir, en cette période de « déclin démocratique » (p. 11), disposer d'un outil critique qui puisse nous permettre, d'abord et avant tout, de nous orienter dans la pensée : c'est-à-dire d'identifier ce qui peut contribuer aux progrès de la démocratie, ou au contraire les freiner.

Je poserai deux questions générales sur le projet intellectuel porté par l'auteur dans cet ouvrage et son objet, pour ensuite proposer une discussion sur le concept d'habitude qu'il mobilise de manière centrale et l'exploitation de la pensée pragmatiste qu'il propose dans ce cadre.

AU-DELÀ DE LA DÉMOCRATIE ?

Roberto Frega, dans son ouvrage, prend ses distances avec des approches de la démocratie centrées sur la « sphère des institutions politiques formelles » ou le « fonctionnement formel des institutions politiques ». Ces approches s'en tiendraient, selon l'auteur, à une conception formelle de la démocratie comme *régime*, caractérisé par

une « division constitutionnelle des pouvoirs », l'existence de « partis » et la participation des citoyens à des « élections générales » (p. 199). Se démarquant d'une telle perspective, Roberto Frega entreprend pour sa part de définir les contours d'une conception « élargie » de la démocratie. Pour concevoir adéquatement la démocratie, souligne l'auteur, il faut la penser comme une norme dont les champs d'application « ne sont pas seulement les institutions politiques formelles, mais tous les schémas d'interaction sociale, les structures organisationnelles et les arrangements institutionnels qui caractérisent une société » (p. 15).

De ce point de vue, l'auteur se démarque d'ailleurs également, tout le long du livre, d'un certain nombre de travaux et théories qui, selon lui, s'inscrivent dans une perspective à certains égards similaire à la sienne, sans pour autant réussir à proposer une « conception suffisamment large de la démocratie » (p. 38). Roberto Frega souligne ainsi, par exemple, les limites des approches de la démocratie qui mettent seulement en exergue l'importance de « pratiques politiques informelles », comme la désobéissance civile, le boycott, la grève, ou encore les campagnes de communication, qui « visent directement à changer un ordre normatif tout en se situant à l'extérieur de la sphère politique [formelle] » (p. 100). Sur ce point précis, Roberto Frega propose quant à lui d'adopter une conception de l'action politique encore plus large, « pour y inclure des types d'activités qui ne sont pas ordinairement compris dans les analyses classiques de la vie politique » (p. 101). Cette analyse prend place au sein d'une entreprise théorique qui vise à proposer une conception de la démocratie qu'il qualifie de « sociale » et qui ne saurait être identifiée à une conception « purement politique » de la démocratie (p. 39).

La question que l'on peut cependant alors se poser est de savoir si cette « vision élargie » que propose Roberto Frega, et qui marque une rupture forte avec un grand nombre de théories ou approches de la démocratie, renvoie bien au concept de démocratie. En d'autres termes, l'auteur prend ses distances avec la conception classique de la

démocratie, qui est somme toute relativement courante et partagée, mais également avec des théories qui s'éloignent de cette conception. Mais *continue*-t-il à penser, en le faisant mieux, la démocratie, ou pense-t-il *autre chose* que la démocratie (auquel cas il faudrait alors employer ou créer un autre concept)? Dans le premier cas, on assume malgré tout un héritage, et donc une forme de *continuité* avec les usages premiers ou courants du mot. Qu'en est-il pour l'auteur du *Projet démocratique*? Quel est le noyau commun, notamment, à la conception « classique » de la démocratie et la sienne?

DÉMOCRATIE ET ÉGALITÉ

L'auteur entend développer, dans cette perspective, une théorie de la démocratie ayant une dimension ou portée *normative*: il s'agit, à l'aune du modèle de démocratie, plus précisément de *société* démocratique qu'il élabore, de pouvoir notamment évaluer la « contribution positive ou négative à la démocratisation de la société » (p. 361) d'anciens mais également de nouveaux schémas d'interaction et formes d'organisation. Roberto Frega pose de la sorte les jalons ou critères de ce type d'entreprise évaluative, et se prête lui-même à cette dernière lorsqu'il aborde, par exemple, en fin d'ouvrage, le bénéfice des « nouvelles pratiques de production collaborative, occasionnées par les conditions particulières issues de la transformation de la connaissance et de l'information en facteurs de production dominants grâce à Internet » (p. 356). Une société démocratique – l'ouvrage, on l'a compris, s'attache à développer en quoi elle consiste – se caractérise par une configuration d'habitudes, de schémas d'interaction et de formes d'organisation s'accordant, selon l'auteur, avec trois principes: la parité relationnelle, l'autorité inclusive et l'engagement social.

Comme le titre de l'ouvrage l'indique, la démocratie est un projet: tout d'abord, elle l'est au sens où les trois principes évoqués ne sont pas *encore* (complètement) observés. Mais elle constitue également un projet car elle *doit* rester un projet de démocratisation inachevé, c'est-à-dire ouvert. Le modèle de société démocratique promu par l'auteur

est, en son fond, expérimentation, et par là même accorde une place à la nouveauté et l'imprévu dans les solutions qu'elle apporte aux différents problèmes sociaux rencontrés. De ce point de vue, on comprend qu'il ne saurait être question pour l'auteur d'ériger un idéal de société définie dans ses moindres détails. Néanmoins, la théorie développée dans l'ouvrage doit au moins permettre d'évaluer l'état actuel de la démocratisation de notre société, à l'aune des trois principes mentionnés – sans quoi, les outils proposés ne seraient guère mobilisables. À cet égard, Roberto Frega souligne à plusieurs reprises la dimension délétère de la montée des inégalités ou encore de phénomènes d'accélération sociale (p. 112 par exemple). Mais en quoi ces phénomènes contredisent-ils les principes que doit observer une société proprement démocratique ? Un certain nombre de travaux soulignent, par exemple, la manière dont les inégalités économiques entravent le fonctionnement démocratique. Comment l'auteur se positionne-t-il sur ce point ? Cette question me semble d'autant plus importante que l'auteur lui-même, même s'il s'insurge contre un « réductionnisme économique qui est en train de redevenir à la mode » (p. 5), renvoyant ici à ces pensées qui « met[tent] en avant la base socioéconomique des régimes démocratiques », comme celles de Marx ou de Polanyi (p. 23), rappelle que la question de l'égalité se trouve à la base du projet démocratique tel qu'il s'est historiquement défini (p. 113). Et quelle place accorde-t-il alors à cette question de l'égalité dans sa relecture des classiques, notamment de la pensée pragmatiste ? Une réponse sur ce point permettrait sans doute au lecteur de se représenter plus encore comment cette démocratie que l'auteur appelle de ses vœux peut s'incarner.

LA FORCE DES HABITUDES

J'aimerais, en troisième lieu, interroger l'auteur sur son approche des « habitudes démocratiques », qu'il place au cœur du projet démocratique.

L'auteur considère qu'une conception large de la démocratie doit rendre compte de la nature des habitudes proprement démocratiques, car ces dernières permettent d'expliquer notamment « la manière dont un ensemble de valeurs démocratiques se renouvelle et se réalise à tous les niveaux de la vie sociale » (p. 41). Cela implique cependant de les penser, précisément, en relation avec le « contexte social dans lequel elles se déploient », contexte qui les rend « signifiantes et effectives ». Ces habitudes démocratiques, d'après l'approche pragmatiste présentée et défendue par Roberto Frega, entreraient dans trois « catégories », ou du moins posséderaient trois caractéristiques. Tout d'abord, elles favoriseraient « les interactions coopératives et les pratiques non violentes de résolution des conflits » (p. 243). Elles présenteraient, en outre, une dimension épistémique spécifique : leur transformation obéirait aux principes d'une « éthique de l'enquête scientifique » (p. 143). La démocratisation de la société impliquerait pour cette raison la diffusion d'un « esprit de laboratoire ». Enfin, une dimension fondamentale de ces habitudes serait qu'elles découleraient elles-mêmes de, ou consisteraient fondamentalement en une « habitude du changement » (p. 144), c'est-à-dire une habitude qui traduirait une forte capacité d'adaptation aux circonstances changeantes. De ce point de vue, la pensée pragmatiste accorderait plus d'importance à la plasticité des habitudes qu'à leur pesanteur, sur laquelle insisterait *a contrario*, par exemple, la théorie bourdieusienne de l'*habitus*.

Roberto Frega esquisse, dans ce cadre, des pistes pour penser la transformation des habitudes au sein des sociétés démocratiques. Leur transformation ou contraction doit par définition se faire en accord avec les principes de base d'une démocratie, et, à ce titre, elles ne sauraient, selon l'auteur, être inculquées « par le moyen de la pression sociale » (p. 145). La société démocratique se caractériserait de ce point de vue elle-même par une « réduction du poids des contraintes sociales sur l'action individuelle » : c'est une société où les individus seraient « libres de choisir leur vie ». Cette idée selon laquelle il faudrait désarticuler habitude et pression ou contrainte sociale ne va

cependant, selon moi, pas de soi au sein d'une entreprise se réclamant, comme le fait celle de Roberto Frega, de la pensée pragmatiste, et en particulier des pensées de Dewey et de Mead. J'attirerai ici l'attention sur certains aspects de ces dernières pour discuter la proposition théorique de l'auteur du *Projet démocratique*.

Dans *Human Nature and Conduct* (1922 : 58), Dewey refuse, à l'encontre de la *doxa*, l'idée que les habitudes sociales se constitueraient par la *consolidation* d'habitudes individuelles, c'est-à-dire l'idée que les habitudes individuelles pourraient se former *antérieurement* aux habitudes collectives. Dewey part, à cet égard, d'un constat : les individus forment leurs premières habitudes (notamment langagières) dans des conditions fixées par des coutumes collectives qui leur pré-existent. Sans cela, ce serait leur capacité même à participer à des activités communes au sein du groupe où ils naissent, et même leur aptitude à faire connaître leurs besoins élémentaires, qui se verraient entravées, incapables qu'ils seraient de véritablement communiquer avec le groupe. Reste la question de savoir comment se réalise la contraction de *nouvelles* habitudes, c'est-à-dire la *transformation* des habitudes. Dewey ne semble pas considérer que cette dernière obéirait à une autre logique². C'est bien d'abord sur la transformation des *habitudes collectives* qu'il faut se pencher selon lui, pour penser la transformation des habitudes individuelles, et non l'inverse. Roberto Frega semble, quant à lui, tendre à mettre de côté ce geste théorique deweyen. En effet, il reconnaît aux « habitudes individuelles » la capacité de « stabilis[er] la conduite humaine » et de se « fond[er] en habitudes collectives » (p. 95), ou encore il considère que certaines « habitudes d'actions » pourraient « se répand[re] *d'abord* », pour ensuite « acqu[érir] un pouvoir normatif et se transformer en normes sociales partagées » (p. 95 ; je souligne) : les habitudes individuelles pourraient, selon l'auteur, être premières et donner lieu *ensuite* à la formation d'habitudes collectives et de normes collectives correspondantes. On notera que c'est d'ailleurs la dimension intrinsèquement sociale de nos habitudes que l'auteur tend en fait à évacuer de la sorte. Or,

pourquoi Dewey ne peut-il pas envisager la transformation des habitudes collectives comme la pense Roberto Frega ?

Pour Dewey, la transformation des habitudes collectives ne peut pas découler d'une transformation des habitudes individuelles, car les habitudes collectives possèdent une *force* qui vient de, ou du moins est essentiellement articulée à, la pression exercée par les manifestations d'approbation et de désapprobation du groupe. Comme le souligne Dewey (1922 : 19), pour modifier ses propres habitudes d'action ou celles d'autrui, il faut s'attaquer aux « conditions objectives constitutives de [c]es habitudes (*objective conditions which enter into his habits*) ». Et il précise : « Notre système de jugement, d'après lequel nous blâmons ou approuvons des actions, infligeons des peines ou accordons des récompenses, fait partie intégrante de ces conditions. » (*Ibid.*). L'individu, de par ses propres forces, ne peut pas contrer la force de ces habitudes collectives. La transformation de ces habitudes individuelles ne peut donc passer que par une transformation des habitudes collectives.

Au passage, on peut se demander si Dewey, et d'autres auteurs pragmatistes comme Mead (1934/2015)³, ne livrent pas ainsi une clef essentielle pour comprendre d'où provient cette « force » que l'on tend à reconnaître à l'habitude (et, plus fondamentalement, pour prendre véritablement au sérieux cette force de l'habitude), précisément lorsqu'ils soulignent le rôle joué par les habitudes collectives dans la formation des habitudes individuelles, et dans ce cadre les réactions affectives collectives d'approbation et de désapprobation, et la contrainte qu'elles exercent sur l'individu. La référence à cette dernière permet d'ailleurs bien de comprendre pourquoi les habitudes ne peuvent pas être envisagées « à la manière d'outils attendant sagement dans leur boîte, et pouvant être employés comme de simples moyens au service de résolutions conscientes » (Dewey, 1922 : 25) : leur contraction et leur transformation échappent à la volonté. C'est dans cette perspective que Mead, lorsqu'il pense l'évolution des pratiques sociales, se concentre sur les modalités de transformation de l'opinion

publique elle-même – ces attitudes évaluatives du groupe vis-à-vis de la conduite de ses membres et qui déterminent cette dernière –, et non sur les projets, carrières ou parcours individuels en tant que tels. Que l'on pense notamment à son analyse de la transformation de « l'attitude de la communauté vis-à-vis du crime » au cours du temps, rapportée dans les *Movements of Thought in the Nineteenth Century* (1936 : 377), qui propose un examen subtil des modalités de cette transformation, laquelle ne saurait découler de simples altérations des attitudes et habitudes individuelles.

La question de la transformation des habitudes devient alors celle de la transformation de ces orientations affectives collectives, partagées au sein du groupe. On peut se demander si Roberto Frega n'occulte pas, de ce point de vue, la dimension affective de l'existence sociale (les réactions collectives affectives et le désir des individus d'attirer sur eux l'approbation du groupe). Mais surtout, si l'on prend au sérieux l'importance de ces réactions affectives collectives, la pression qu'elles exercent sur l'individu, et donc le fait qu'une transformation des pratiques sociales consiste en fait fondamentalement en une transformation des contraintes sociales pesant sur l'individu, et non en une libération vis-à-vis d'elles, la désolidarisation entre habitude et pression sociale à laquelle Roberto Frega procède peut questionner.

Dans le même ordre d'idées, on peut se demander également s'il fait sens d'accorder aux pratiques de « prises de décision » en tant que telles un rôle central dans les processus démocratiques de transformation sociale, comme le fait l'auteur du *Projet démocratique* (p. 86). La pensée deweyenne semble de ce point de vue inviter à envisager plutôt la transformation des pratiques sociales, et donc des habitudes, bel et bien comme un *problème*, une question qu'il importe d'explorer : cette transformation ne peut, en effet, en aucun cas découler de la *volonté* de les transformer et, à ce titre, il importe de réfléchir à la manière dont nous pouvons avoir *prise* sur ces transformations, c'est-à-dire exercer un contrôle, rationnel, sur les processus de changement social.

QUE PEUT LA PHILOSOPHIE PRAGMATISTE POUR LA DÉMOCRATIE ?

Manuel Cervera-Marzal

Le désenchantement des citoyens à l'égard de la démocratie, ou de ce qu'ils tiennent pour telle, est l'une des tendances lourdes de notre époque. Comment continuer à croire à la promesse d'égalité quand les écarts de richesse ne cessent de se creuser ? Comment faire confiance à la représentation politique quand la césure sociologique et idéologique entre élus et électeurs devient si criante ? Que vaut l'idée de liberté lorsqu'elle est réduite à la liberté de s'enrichir sur le travail d'autrui, sacrifiant toutes les autres libertés sur l'autel de la propriété privée ?

La méfiance envers la démocratie ne se répand pas seulement parmi les citoyens ordinaires. Elle empoisonne également la réflexion théorique. Qu'ils soient historiens, philosophes, sociologues ou politistes, un nombre croissant d'universitaires estime que le projet démocratique est voué à l'échec, en raison de ses contradictions internes et/ou des forces externes qui le menacent. Le temps serait venu de la post-démocratie.

Roberto Frega refuse de céder à la désillusion ambiante. La démocratie peut et doit être revitalisée. La tâche est loin d'être évidente mais elle en vaut la peine car il en va, à plus ou moins court terme, de l'existence même de la démocratie. Cette dernière, en effet, n'est jamais définitivement acquise. Elle ne s'institue et ne perdure que s'il existe des citoyens prêts à « se battre [pour elle], en particulier face à d'autres solutions institutionnelles promettant de mieux répondre, même si de manière plus autoritaire, aux attentes et aux désirs des individus » (p.12).

Comment s'y prendre ? Comment défendre ce à quoi nous tenons en tant que démocrates ? Il existe schématiquement deux stratégies. La première relève d'une forme d'ingénierie institutionnelle. Il s'agit de traiter séparément les problèmes – la montée des inégalités, le tournant sécuritaire des États de droit, la xénophobie, le dérèglement climatique, le populisme d'extrême-droite – auxquels la démocratie est confrontée afin de trouver des réformes qui solutionneraient concrètement chaque problème. Cette voie n'est pas celle empruntée par Roberto Frega. En tant que théoricien politique, il opte pour une deuxième stratégie, qui relève de son domaine de compétence spécifique : repenser la démocratie à son niveau le plus fondamental, c'est-à-dire à son niveau ontologique. Qu'est-ce que la démocratie ? La question est massive, mais l'affronter est une nécessité. Car pour sauver le projet démocratique, il faut en avoir une compréhension adéquate. Or, précisément, cette compréhension fait aujourd'hui défaut.

La thèse centrale de Roberto Frega, que je résume ici à l'extrême, est que la pensée occidentale contemporaine (dans ses tendances dominantes) réduit la démocratie à un régime politique, c'est-à-dire à un type de gouvernement, à un mode de sélection des gouvernants, à un dispositif de prise de décision. Même la théorie critique, à travers les promoteurs du modèle participatif ou du modèle délibératif, reste prisonnière de cette conception étroite de la démocratie. Pour élargir notre conception de la démocratie, l'auteur, spécialiste du pragmatisme américain, propose de se replonger dans les écrits des principales figures de cette tradition philosophique.

John Dewey est en France, avec William James, le plus connu des pragmatistes dans le domaine philosophique, éthique et politique. Mais l'auteur de *Public et ses problèmes* (1927) n'a pas œuvré seul. Il est au cœur d'une constellation de pensée à laquelle se rattachent plusieurs de ses contemporains (Mary Parker Follet, Charles Horton Cooley, Jane Addams). Par ailleurs, ces auteurs ont eu une descendance parmi les générations suivantes (Sidney Hook, Richard Rorty, Hilary Putnam, Roberto Mangabeira Unger, etc.). Ces auteurs sont

avidement convoqués par Roberto Frega, qui les met au service de sa démonstration, et qui ne fait pas mystère de la tradition de pensée à laquelle il appartient. *Le Projet démocratique* est davantage qu'une réactualisation – au regard des défis contemporains – de la philosophie pragmatiste. L'auteur puise aussi son inspiration du côté d'Alexis de Tocqueville et de Claude Lefort (1981, 1986). Cet attelage hybride entre le pragmatisme américain et une certaine philosophie française permet à Roberto Frega d'élaborer sa conception sociale de la démocratie.

À ses yeux, la démocratie n'est pas (uniquement) un régime politique. Elle est aussi une « forme de vie » (pour le dire dans un langage pragmatiste) et une « forme de société » (pour le dire dans un langage tocquevillo-lefortien) (Lefort, 1978). Bien comprise, la démocratie concerne donc autant l'État que l'école, les entreprises, les églises, les administrations, les associations et tous les autres lieux de vie, qu'ils soient formels ou informels.

La tâche d'une théorie de la démocratie est alors de spécifier le contenu normatif de cette idée de démocratie, afin de dégager les principes ayant vocation à s'appliquer à tout espace de vie sociale. Ces principes sont, pour Roberto Frega, au nombre de trois : la parité relationnelle, l'autorité inclusive et l'engagement social. La parité relationnelle signifie que, dans ses relations à autrui, chaque individu est traité d'une manière qui ne dépend pas de son statut social, de sa religion, de son genre, de sa race ou de sa classe – ce qui implique en particulier l'absence de stigmatisations et de discriminations. L'autorité inclusive suppose que les individus participent activement à l'élaboration des décisions auxquelles ils sont soumis. Cela ne signifie pas l'abolition de toute autorité hiérarchique, mais l'obligation d'inclure les subalternes dans les processus de décision. Enfin, l'engagement social signifie que les individus prennent part – moralement et socialement – aux communautés (de vie, d'habitat, de loisirs, d'études, de discussion) auxquelles ils appartiennent. Ces trois principes sont indissociablement descriptifs et normatifs. Ils décrivent le

fonctionnement effectif des sociétés démocratiques et l'idéal à l'aune duquel il est permis d'évaluer la qualité (plus ou moins) démocratique de telle pratique ou de telle institution réellement existante.

Face à un ouvrage d'une telle portée théorique (rien de moins qu'une reconstruction de la théorie de la démocratie), d'une telle richesse conceptuelle (le résumé des paragraphes précédents ne rend pas justice à l'épaisseur du propos) et d'une telle érudition (une force du livre est de faire dialoguer le pragmatisme avec d'autres courants philosophiques et de faire dialoguer la philosophie avec les sciences humaines et sociales), toute discussion est nécessairement partielle et arbitraire. Je m'arrêterai pour ma part sur trois points, qui prennent la forme de trois questions : 1) Les élections et, plus largement, la représentation politique sont-elles compatibles avec l'idée de démocratie ? 2) La démocratie a-t-elle vocation à instaurer une forme d'harmonie sociale ou, au contraire, à garantir la possibilité d'une conflictualité ? 3) Quelles sont les implications théoriques du geste consistant à penser la démocratie sous la forme d'un *projet* ?

QUE FAIRE DE LA DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE ?

Dans la sphère publique comme dans l'espace universitaire, la démocratie est avant tout assimilée aux élections. Cette assimilation, comme on le sait, est contestable. Durant plus de deux millénaires, les élections étaient synonymes d'une logique aristocratique. C'est depuis un peu plus de trois siècles que, par un formidable tour de force sémantique, les thuriféraires du gouvernement représentatif ont réussi à faire passer pour démocratique un dispositif qui ne l'était pas.

Roberto Frega élude ce débat. Le terme d'« élections » n'apparaît qu'à sept reprises dans son livre et ne fait l'objet d'aucun développement. Implicitement (mais est-ce vraiment le cas ?), l'auteur laisse donc supposer qu'il adhère à la thèse du caractère démocratique des élections.

En tout cas, il ne la conteste pas. Bien sûr, Roberto Frega ne réduit pas la démocratie aux élections. Tout son livre s'efforce d'élargir la conception de la démocratie, afin de montrer que cette dernière va au-delà des élections, et même au-delà de la délibération et de la participation. La démocratie, comme on l'a dit plus haut, suppose un engagement social. Mais une chose est de dire « les élections ne sont qu'une composante (minime) de la démocratie » (et je crois comprendre que c'est la position de Roberto Frega) et une autre est de dire « les élections sont un dispositif antidémocratique et aristocratique ».

Roberto Frega propose un élargissement (social et pragmatiste) de la démocratie libérale-électorale-représentative. Ce geste est intéressant et, au fond, j'y souscris. Mais il n'est pas assez radical à mes yeux. En tant que défenseur de la démocratie directe, j'estime que le véritable enjeu n'est pas d'élargir (ni d'approfondir, ni de démocratiser) la démocratie libérale, mais d'en *sortir*.

À plusieurs reprises, afin de donner de la chair à son propos, Roberto Frega cite positivement les exemples des Indignados espagnols et d'Occupy Wall Street. Je partage son enthousiasme à l'égard de ces mouvements sociaux. Mais, me semble-t-il, ces occupations de place publique ont instauré une forme de démocratie qui rejette le modèle représentatif (fût-il « élargi »). Ces occupations ont exhumé les vieux outils de la démocratie directe : tirage au sort, autogouvernement, mandat impératif, rotation des tâches, déprofessionnalisation de la politique. Que pense Roberto Frega de ces dispositifs ? L'entendre là-dessus permettrait, je crois, de clarifier son positionnement philosophique et politique.

LA PART DU CONFLIT ET DU DROIT

Ma deuxième question peut se formuler ainsi : quelle place Roberto Frega accorde-t-il au conflit dans sa théorie de la démocratie ? De même qu'il se revendique d'une tradition pragmatiste, je me revendique d'une tradition agonistique. En m'inspirant de Rancière, Abensour,

Lefort, Castoriadis, Mouffe et Balibar, j'essaie de penser la démocratie sous le signe du conflit. Ce dernier n'est pas une pathologie démocratique. Il n'est pas non plus un phénomène transitoire ou accidentel. Le conflit est au cœur de la dynamique démocratique.

L'objet de la démocratie, écrit d'ailleurs Roberto Frega, « n'est pas la résolution des conflits » (p. 9). Pourtant, plus loin, il ajoute « qu'une organisation est démocratique dans la mesure où [...] elle encourage des pratiques intégratives de résolution des conflits » (p. 160) et où elle permet « d'atteindre un niveau supérieur d'efficacité dans la résolution des problèmes sociaux » (p. 279). L'auteur semble ici hésiter sur la place que la démocratie doit aménager aux conflits : faut-il les résoudre (donc viser leur diminution, leur domestication), ou les exprimer (donc garantir leur déploiement sans nécessairement chercher à les régler) ? D'un côté, Frega conçoit le conflit comme une ressource épistémique. À ses yeux, la diversité des intérêts et des opinions est productrice de connaissance. D'un autre côté, il estime que la démocratie correspond à « l'idéal d'une société harmonieuse » (p. 9) qui favorise « des relations de coopération mutuelle » (p. 10). On semble ici se rapprocher d'une vision consensualiste de la démocratie, qui exclut les formes « sauvages » (Claude Lefort, 1979) de conflit et n'accepte la conflictualité que sous une forme édulcorée (la diversité, la différence, la pluralité).

Derrière la question du conflit se trouve aussi celle de l'État de droit. Les conflits démocratiques ont-ils lieu à l'intérieur du cadre fixé par l'État ou *contre* l'État, comme le suggèrent Miguel Abensour (1997) et Jacques Rancière (2005), auxquels Roberto Frega accorde quelques pages qui, à mon sens, n'épuisent pas la discussion ?

Je pose ces questions (sur les élections, la démocratie directe, le conflit, l'État de droit) non pour contester la conception pragmatiste de la démocratie élaborée par Roberto Frega mais pour comprendre dans quelle mesure des hybridations sont possibles entre la théorie pragmatiste et la théorie agonistique. Roberto Frega – c'est une autre

force de son livre – est ouvert à ce type d’hybridation. Sur la question du conflit, il accorde par exemple une place de choix à l’œuvre de Claude Lefort et il s’efforce d’ériger des passerelles entre la philosophie pragmatiste et le républicanisme civique.

LA DÉMOCRATIE : UN ACQUIS OU UN PROJET ?

Ma dernière remarque a trait à la notion de *projet*, qui orne la couverture de l’ouvrage mais qui n’est explicitée qu’à la toute dernière page. Si la démocratie est un projet, explique alors l’auteur, c’est « parce que dans son idée même [elle] incorpore le principe de sa propre transformation et ajustement constants en réponse aux circonstances sociales changeantes » (p. 403). Cette piste est prometteuse mais lapidaire. Elle laisse le lecteur sur sa faim. Faut-il lier la notion de projet à la conception *expérimentaliste* des institutions démocratiques, développée dans le septième chapitre ? L’idée de ce chapitre est qu’une institution démocratique évolue en interaction permanente avec son environnement. Elle s’ajuste aux conditions afin d’intégrer la nouveauté en son sein. On entrevoit ici la possibilité de penser conjointement la dimension instituant et la dimension instituée de la démocratie. Mais alors, de quel côté faire pencher la balance ? Si la démocratie est une forme de société qui remonte aux XVII^e et XVIII^e siècles pour l’Angleterre, les États-Unis et la France, peut-on vraiment la qualifier de *projet* ? Ne s’agit-il pas plutôt d’un *acquis* des révolutions passées, qu’il convient de protéger contre les menaces présentes et d’approfondir en raison de son caractère nécessairement inachevé, mais qui, fondamentalement, se situe davantage du côté de l’institué que de l’instituant ?

*

RECONSTRUIRE LA DÉMOCRATIE : LE PROJET PRAGMATISTE

RÉPONSES DE ROBERTO FREGA

Je voudrais commencer par dire toute ma gratitude pour Daniel Cefaï et Alvin Panjeta pour avoir organisé ce symposium autour de mon dernier livre. La longue liste de questions et d'enjeux de leur texte d'ouverture récapitule bien l'essentiel des motivations qui m'ont poussé à rechercher dans la tradition pragmatiste une voie nouvelle pour aborder les enjeux d'aujourd'hui : tous les problèmes d'exclusion, de discrimination, d'inégalité ou de manque de liberté et d'autonomie, dont la cause majeure n'est, au fond, que l'actualisation insuffisante du projet démocratique. Le pragmatisme nous invite précisément à voir dans la poursuite de ce projet la seule manière possible pour réinventer des manières d'être ensemble qui puissent convenir aux êtres libres et égaux que nous sommes et devons être. Comme les pragmatistes l'avaient bien compris, la démocratie est et ne peut être qu'un projet, toujours à faire (Dewey, 1939/1997), car avec les transformations de la société, de la culture, de la technologie ou de l'économie, les formes d'interaction convenant à des êtres libres et égaux changent sans cesse. À nous, dès lors, de réinventer les modèles d'interaction, les procédures, les pratiques, et les institutions qui donnent forme à nos manières d'être ensemble. La démocratie pragmatiste comme projet n'est pas seulement une quête de formes institutionnelles, légales et légitimes. Elle est, de plus, une recherche incessante de manières d'être et d'agir ensemble. La politique démocratique se joue dans la recherche de formes de vie collective, aux équilibres temporaires et précaires. Il y a là une intuition que la philosophie politique contemporaine a souvent perdue de vue, soit pour s'égarer dans une quête stérile d'arguments formels, soit pour s'engager dans une critique qui trouve en soi-même sa propre fin, et qui se retrouve, de ce fait, dépourvue de toute capacité de transformation et de réforme. C'est ce pouvoir constructif – et reconstructif au sens de John Dewey (1920) – que j'ai cherché à réactiver dans ce livre.

Plusieurs commentateurs soulignent dans mon propos un manque de prise de position explicite vis-à-vis de questions typiques d'une certaine tradition de philosophie politique : le conflit, la critique, le pouvoir. Bref, tout ce travail de la négativité qui a longtemps constitué l'usine du philosophe. Comme je l'explique plus loin, une partie de mon propos consiste précisément à remettre en question ces *topoi* classiques. Et cela non pas par souci de conservatisme, loin s'en faut, mais parce qu'il me semble que l'une des leçons essentielles du pragmatisme consiste précisément à mettre davantage en avant la dimension *reconstructive* de la philosophie. Faire le pari de la reconstruction contre la critique ne signifie pas accepter le *statu quo*, bien au contraire (Frega, 2017). Dewey l'a très bien expliqué dans son article intitulé « La démocratie est radicale » (1937/2015) : ce qui doit être radical dans le projet démocratique, ce ne sont tout d'abord pas les gestes de rupture ou d'antagonisme, mais la capacité à préfigurer des possibles qui soient en même temps désirables et faisables. Erik Olin Wright appelait cela « utopie réaliste » (2010/2017). Or il me semble qu'aujourd'hui la forme plus urgente et radicale d'utopie réaliste consiste précisément à réinventer le projet démocratique, et que, pour ce faire, ce dont on a besoin ce n'est plus prioritairement le travail de la négativité – critique, opposition, protestation – mais celui de la reconstruction : *création, invention, proposition*. La reconstruction au sens pragmatiste passe toujours par une analyse empirique approfondie du réel et de ses limites qui inclut nécessairement ce moment de négativité, mais elle dépasse rapidement ce moment pour se tourner vers la dimension constructive de l'action. Quelles réformes désirables et faisables pouvons-nous envisager pour améliorer la qualité démocratique de nos sociétés ? Avec quelles forces sociétales devons-nous nous allier pour y parvenir – ce qui implique que les groupes les plus novateurs ne sont pas forcément prédéterminés, comme l'imaginent certaines conceptions de la domination ? Quelles transitions sont porteuses d'innovation et d'amélioration ? Quelles expérimentations devrions-nous mettre en place pour atteindre ces objectifs ? C'est ce type de questions qui inspire mon travail et qui guide ma tentative de repenser le projet démocratique à partir du socle du pragmatisme américain.

RÉPONSE À JÉRÔME RAVAT

Jérôme Ravat prend son point de départ dans ce qui est le véritable noyau théorique du livre, à savoir l'articulation des trois principes de parité relationnelle, autorité inclusive et engagement social, que je propose comme articulation du noyau normatif du concept de démocratie. Jérôme se demande quels sont les rapports entre ces trois concepts : ont-ils la même pertinence, doivent-ils être entendus à égalité, ou existe-t-il une relation de subordination entre eux ?

Il me semble indispensable de garder entre ces trois concepts une relation de stricte équivalence, car c'est justement le fait d'en privilégier l'un ou l'autre qui défait la force normative du concept de démocratie. L'histoire de la pensée politique en est ici témoin, que l'on songe à la priorité que la tradition libérale accorde à la liberté au détriment de l'égalité, ou, à l'inverse, à la priorité que la tradition socialiste accorde à l'égalité sur la liberté.

La possibilité de faire du concept de démocratie un concept paradigmatique, c'est-à-dire capable de nous orienter dans l'ensemble de la vie sociale, demande de penser ensemble ces trois concepts. Dans une formulation simplifiée, mais parlante, je dirais que la démocratie est le système de coopération sociale qui convient à des hommes libres et égaux. Ce système de coopération réclame que les trois principes normatifs – de parité relationnelle, autorité inclusive, engagement social – soient tous réalisés, car chacun d'eux articule une intuition fondamentale de ce système : une conception de l'autorité qui reconnaît des formes d'asymétrie légitimes ; une conception ni formelle, ni distributive, mais relationnelle de l'égalité ; et une conception non libérale, mais sociale de la liberté, qui n'est pas sans rappeler ce que Dewey (1930/1984) appelait le « nouvel individualisme ».

Jérôme remarque également que le projet démocratique a vocation à s'étendre à une très large palette de débats, pratiques, situations de la vie sociale ordinaire. Il cite comme exemple possible le Grand

Débat national de 2019. Mon livre a en effet vocation de proposer une série d'outils et une démarche de recherche qui pourraient s'appliquer à tout domaine d'interactions sociales. Dans *Le Projet démocratique*, je me suis essentiellement consacré à proposer une généalogie pragmatiste de ma démarche et à offrir des outils de recherche et réflexion. Mais dans une série de travaux ultérieurs (Frega, 2019, 2020a, 2020b, 2022; Frega, Herzog & Neuhäuser, 2019; Frega & Herzog, 2020), parus depuis, j'ai mis à profit cette méthodologie dans l'analyse de la démocratie d'entreprise, et développe une approche qui s'appuie sur la conception élargie de la démocratie développée dans ce livre. Il serait sans doute intéressant de voir comment d'autres pourraient se l'approprier et explorer les implications du projet démocratique pour la réforme de l'éducation scolaire, de la participation urbaine, du droit de famille... L'enjeu est d'actualiser les propositions du pragmatisme dans différents domaines, renouant ainsi avec l'esprit de collaboration interdisciplinaire qui irriguait des rapports féconds entre philosophie, action réformiste et sciences sociales à l'âge d'or du pragmatisme.

RÉPONSE À HERVÉ DUMEZ

Hervé Dumez pose lui aussi la question du statut des trois principes qui composent le concept de démocratie. Il prend le cas de l'entreprise pour justement s'interroger sur leur statut et le rapport entre eux. C'est justement le cas sur lequel je me suis penché dans mes recherches récentes sur la démocratie au travail (en particulier Frega 2019 et 2020b), où je montre comment il serait possible de démocratiser l'entreprise au sens d'en faire un lieu d'interactions inspirées par les trois principes d'autorité inclusive, égalité relationnelle, et engagement social.

Dans mon travail, j'adopte une approche similaire à celle de Dewey et Follett (1942) : il ne s'agit pas, dès lors, de critiquer une institution sociale pour son insuffisance normative, mais d'envisager des espaces d'amélioration possible. De ce point de vue la démarche pragmatiste

s'avère très utile pour repérer des stratégies *transitionnelles* (Frega, 2009 : 145-178) – je pense ici aux « rationalités transitionnelles » de Charles Taylor (1993). Il s'agit de stratégies qui, au lieu d'exacerber la tension entre un réel inadéquat et une norme idéale inatteignable, envisagent des démarches d'amélioration concrète. Comme le dit Taylor, une stratégie transitionnelle « vise à établir non pas qu'une position quelconque est absolument correcte, mais plutôt que telle position est supérieure à telle autre » (Frega, 2019 : 165-166). Il s'agit d'une manière de pratiquer la philosophie sociale et politique qui, loin de se lancer dans une attitude de critique radicale, cherche à proposer un choix pour l'ici et maintenant, entre des options réelles (*living*, au sens pragmatiste du terme), de manière à orienter l'action vers un but atteignable. Pour donner un exemple, dans un article récent (Frega, 2020b), je montre comment l'organisation du travail par petites équipes plutôt qu'à la chaîne produit des effets de démocratisation importants, et cela eu égard aux trois principes normatifs évoqués. Dans ce que l'on appelle « *self-managed teams* », l'organisation du travail est véritablement démocratique au sens pragmatiste. D'abord, les superviseurs sont élus par les membres de l'équipe et occupent cette fonction à tour de rôle (autorité inclusive). Ensuite, la division du travail y est organisée selon le principe de la compétence, et non pas de l'ancienneté ou de la position dans la hiérarchie (parité relationnelle). Troisièmement, la rotation dans les fonctions permet de limiter des formes d'exclusion et de marginalisation (inclusion sociale). Il va sans dire que la mise en place de « *self-managed teams* » n'est pas la réponse définitive à la question de la démocratisation, mais elle pointe néanmoins de manière très claire vers une solution organisationnelle qui augmente grandement la qualité démocratique du lieu de travail. Elle met l'accent sur le potentiel de démocratisation qui provient de la transformation des interactions réelles qui ont lieu sur le lieu de travail. Que cela ne suffise pas à faire d'une entreprise un lieu de démocratie est certes vrai, mais il en va de même pour la démocratie politique. On peut toujours faire mieux et plus : plus de participation directe, plus de représentation, plus d'*accountability* et plus de transparence.

Ce sur quoi la méthode pragmatiste met l'accent, ce sont donc ces stratégies d'augmentation transitionnelle. Les trois principes opèrent ici comme des critères permettant d'évaluer la qualité démocratique d'un régime d'interaction. Comment cela se fait-il ? Dans une perspective comparative, ou transitionnelle, il ne s'agit pas de mesurer des quantités – et d'ailleurs, comment le faire ? – ni de hiérarchiser les trois principes. Comme je l'ai dit plus haut, cela n'aurait pas grand sens de dire que l'autorité inclusive est plus importante que l'égalité relationnelle. Les trois, au contraire, tiennent ensemble : une forme d'interaction n'est pleinement démocratique que s'ils sont tous réalisés.

Ce que la méthode permet, c'est plutôt de mettre l'accent sur les raisons pour lesquelles une pratique ou interaction peut être dite démocratique. Prenons encore le cas des « *self-managed teams* ». On peut très bien y voir ce qui fait la différence par rapport à d'autres formes d'organisation du travail : si le superviseur est élu par les membres plutôt qu'imposé par le management, nous avons là un plus démocratique. Mais le même manager, qu'il soit élu ou nommé, pourra se conduire de différentes manières : il pourra mettre en valeur les compétences de chacun, ou privilégier certains membres de son équipe, il pourra donner des ordres en usant de son autorité, ou les justifier par des arguments. Là, nous avons d'autres indices d'une qualité démocratique plus ou moins élevée, car c'est la parité relationnelle qui est en jeu. Enfin, une équipe pourra faire en sorte que les travaux plus humbles soient accomplis à tour de rôle, ou réservés aux plus jeunes, aux femmes, aux immigrés, aux travailleurs précaires, etc. Nous voyons là encore une fois comment la mise en place de règles et procédures spécifiques trahit des degrés différents de qualité démocratique. La démarche pragmatiste que je propose est une invitation à examiner en détail ces règles et procédures, à évaluer leur qualité transitionnelle, tout en élaborant un concept de démocratie.

Hervé Dumez évoque aussi la question épistémico-politique du statut du savoir expert en démocratie, où la tension entre voix populaire et expertise est toujours présente, que ce soit au niveau

politique, en entreprise, ou dans toute autre institution sociale. La réponse pragmatiste à ce défi me paraît claire : c'est celle de l'expérimentalisme démocratique (par exemple Sabel & Simon, 2017). Il s'agit notamment de tabler sur la connaissance et l'implication de ceux qui sont concernés par un enjeu, tout en mobilisant les experts dans le processus d'enquête. D'un point de vue méthodologique, le cas des jurys citoyens ou des processus participatifs est un bon exemple : il montre comment mettre en place des parcours complexes de facilitation sans que des solutions *a priori* puissent être proposées.

Les asymétries dans la connaissance existent et ne peuvent pas être niées ou refoulées, pas en tout cas dans une perspective pragmatiste. Faute de cela, on tomberait immédiatement dans une forme régressive et dangereuse de populisme. La question est plutôt celle des formes et des modalités de l'inclusion. Dewey a insisté à maintes reprises sur le fait que les citoyens ordinaires, les employés, les consommateurs sont ceux qui connaissent le mieux les problèmes à traiter, car ce sont eux qui en subissent les conséquences. Toute la méthodologie pragmatiste de l'enquête vise à mettre en place des dispositifs décisionnels capables de prendre en charge le parcours de la réflexivité qui va de la perception confuse d'un problème à son articulation conceptuelle, à la recherche de solution, à l'évaluation de leurs mérites et coûts comparatifs, à la prise de décision, et à sa mise en place. Il ne s'agit pas donc de délibérer à partir d'une formulation du problème faite par d'autres, mais justement de mettre en place un processus qui soit inclusif dès le début.

Hervé Dumez semble penser que la démarche pragmatiste remplace les institutions de la démocratie par les pratiques démocratiques. Ce point est inexact. La question n'est jamais celle du remplacement, mais plutôt celle de l'intégration, de l'approfondissement et de l'enrichissement. Pratiques et institutions se renforcent les unes les autres. C'est une faute de penser que pour démocratiser une société ou une organisation il suffirait de la doter d'institutions démocratiques (qu'il s'agisse du suffrage universel, du droit de vote, de la division

des pouvoirs ou de quelque autre formule). Dewey le remarquait en 1939 à propos de l'Allemagne nazie : l'effondrement totalitaire n'était pas dû au fait d'une insuffisance institutionnelle à laquelle on aurait pu remédier par la réforme des institutions politiques, mais d'abord au manque d'une véritable culture démocratique, ce qu'il appelait la « démocratie comme mode de vie ». Mon livre consiste précisément à articuler en termes à la fois sociologiques (théorie de la société) et normatifs (théorie de la démocratie) plus précis cette intuition que la démocratie est toujours en excès par rapport aux seules institutions politiques.

RÉPONSE À EVA DEBRAY

Eva Debray ouvre son commentaire en se demandant si ma démarche d'élargissement du concept de démocratie n'irait pas trop loin, jusqu'à faire perdre de vue sa signification politique la plus élémentaire. Il s'agit d'une question très pertinente, et la question du rapport entre conception sociale et conception politique demeure en effet cruciale et délicate. Comme le rappelle par exemple Pierre Rosanvallon (1993), après la Révolution française, le concept de démocratie sociale a pu être mobilisé par les monarchistes pour limiter les concessions politiques : si nous avons déjà la démocratie sociale, à quoi bon lui rajouter la démocratie politique ? Ma démarche est différente : elle consiste à élargir pour renforcer, car comme je l'évoquais dans mes réponses à Hervé Dumez, les institutions politiques n'existent pas dans un vide social et culturel, mais elles sont encastées dans un système de pratiques, de valeurs et de croyances qui leur donnent leur sens et qui orientent les interprétations des événements et des actions. Dans un monde où l'inégalité sociale et le manque de liberté sont des faits établis, la démocratie ne pourra jamais évoluer au-delà d'un système simplifié pour la sélection des élites. Au contraire, dans une société fondée sur l'idée que les individus sont libres et égaux, le mouvement d'expansion de l'idée démocratique ne pourra pas rester confiné au seul domaine de l'autorité politique. Cela est, me semble-t-il, l'enseignement le plus important que nous

pouvons tirer des mouvements sociaux des années 1960 et 1970. Ces mouvements ont tiré avec force les conséquences sociales du principe démocratique, en affirmant que les inégalités fondées sur l'âge, le genre, la race ou la religion étaient tout à fait incompatibles avec l'idée démocratique, et cela non pas seulement au niveau des droits politiques et civils, mais plus en profondeur dans les manières d'organiser la vie sociale. Le mouvement étudiant a revendiqué avec force l'idée que les étudiants étaient porteurs d'une connaissance qu'il était temps de reconnaître ; le mouvement féministe a revendiqué la nécessité de porter le principe d'égalité de la sphère politique à la sphère de la vie privée, sur les lieux de travail, à l'école et dans la famille. Nous avons là la réalisation plus claire et explicite du fait que les conceptions sociale et politique de la démocratie se tiennent ensemble. Ainsi, des modèles autoritaires d'entreprise, de famille ou d'école au sein d'un État démocratique engendrent un conflit normatif que les individus sont amenés, tôt ou tard, à percevoir comme tel.

Dans le même sillon, Eva Debray se demande comment articuler ensemble égalité sociale et égalité économique, et s'interroge sur la place que cette dernière occupe dans mon concept de parité relationnelle. Si dans cet ouvrage je m'occupe peu de l'inégalité économique, ce n'est pas parce que j'en dénie l'importance, mais parce qu'il me semble que la théorie politique, surtout celle proche de la théorie critique, est restée prisonnière d'un réductionnisme économique qui tend à sous-estimer l'importance d'autres dimensions du projet démocratique. Comme je l'explique dans un article consacré aux transformations de la social-démocratie (Frega, 2021), la priorité accordée à la perspective économique nous fait perdre de vue les dimensions expérientielles qui sont essentielles pour les orientations de vote des « classes populaires », dont la vie ne s'organise et ne s'oriente pas seulement en raison du revenu matériel ou de la mobilité sociale, mais aussi de nouvelles façons de bâtir leur identité. On aurait autrement du mal à s'expliquer la défaite cuisante de Bernie Sanders et de Jeremy Corbyn, tout comme la montée d'Emmanuel Macron et du Rassemblement national en France ou, pour de tout

autres raisons, des Verts en Allemagne. La gauche a une vision des « classes populaires », de leurs inquiétudes et de leurs aspirations, qui est souvent à côté de la plaque. Mon propos avec ce livre est aussi d'essayer d'ouvrir vers des thématiques et des perspectives qui sont très largement ignorées dans les débats théoriques d'aujourd'hui.

Le dernier point évoqué par Eva Debray concerne la place des habitudes dans la théorie démocratique, notamment lorsque l'on se réclame de l'héritage pragmatiste. Il me semble que le statut des habitudes prend son sens dans le cadre d'une ontologie sociale, de la démocratie notamment, qui voit dans les habitudes, mais aussi dans les modèles d'interaction et dans les formes d'organisation, des stabilisateurs des interactions sociales. La question est celle de la double signification de tout système d'inertie. D'un côté, il s'agit de donner à la vie sociale cette stabilité qui lui est indispensable ; de l'autre, il s'agit de mettre en place des mécanismes de réforme et d'ajustement pour éviter l'obsolescence de ces stabilisateurs. Ce qu'Eva Debray appelle la « désolidarisation entre habitude et pression sociale » renvoie à mon sens à la nécessité d'articuler cette double exigence qui crée une tension inévitable. Plus que de désolidarisation, on devrait parler d'une tension inéliminable, car cette inertie est à la fois la force et la limite de tout processus d'institutionnalisation. Les pragmatistes, Dewey (1922) notamment, décrivaient cette dynamique en la rapportant à un modèle pulsionnel qui serait sans doute à réviser, et Eva a tout à fait raison de dire que les émotions devraient jouer un rôle central dans cette mise à jour. La question serait alors de savoir jusqu'à quel point les émotions peuvent jouer ce rôle de déclencheur de processus de rupture de ces stabilisateurs, rôle que Dewey assignait plutôt à l'impulsion en tant que source individuelle de production du nouveau.

RÉPONSE À MANUEL CERVERA-MARZAL

Manuel Cervera-Marzal met l'accent sur l'enjeu central de mon projet, à savoir le fait que la défiance envers la démocratie ne cesse de s'étendre. Et cela non seulement parmi les citoyens, mais aussi,

comme il le rappelle, parmi nos collègues universitaires. Nous en sommes presque revenus à la méfiance qui dominait les intellectuels entre-deux-guerres, et la sympathie avec laquelle une partie remarquable des élites intellectuelles a salué le populisme n'en est qu'une sombre confirmation (Frega, 2020c). Perçue comme une pratique abstraite et intermittente, la démocratie électorale n'est pas à elle seule en mesure de donner aux citoyens un sens vécu de la valeur de la démocratie, surtout dans un monde dans lequel les libertés fondamentales ne sont plus en danger. Les intellectuels tout autant que les citoyens semblent pourtant oublier que ce que nous appelons démocratie ne renvoie pas seulement aux pratiques de sélection des élites, mais également à la possibilité de faire l'expérience ordinaire de son propre statut d'être libre et égal dans toute interaction sociale. Sur ce point, le projet démocratique est loin d'être achevé, comme en témoigne l'organisation des bureaucraties, des entreprises, des écoles et des universités, ainsi que de la plupart des corps intermédiaires. C'est là, il me semble, qu'une injection de démocratie sociale permettrait à tout un chacun de faire l'expérience directe de ce que signifie vivre dans une société démocratique. Les exemples que l'on pourrait donner sont sans fin. Au sein de l'Université, on pourrait multiplier les pratiques d'apprentissage coopératif en petit groupe sur le modèle du séminaire ou du Kolloquium allemand. On pourrait remplacer le système actuel de nomination des présidents d'université par un système d'élection, comme c'est le cas en Italie, où le président d'université est élu collégialement par les professeurs des différents rangs (dans certaines universités, le corps électoral inclut même les employés de l'administration). On pourrait également donner plus de voix aux étudiants sur la qualité et l'offre de formation. À l'échelle de l'entreprise, on pourrait promouvoir des chartes démocratiques sur le modèle des systèmes de certification qualité, rendre obligatoire la consultation des parties prenantes (*stakeholders*) au-delà d'un certain seuil (quantité d'employés ou d'investissements, chiffre d'affaires), et prévoir des solutions pour favoriser la création de sociétés coopératives. Au niveau de la politique territoriale, il serait possible de multiplier les pratiques consultatives, réformer la bureaucratie de manière à rendre

obligatoire la consultation citoyenne dans la mise en place de certains services, décentrer davantage les pouvoirs de l'État. Ce qui est essentiel dans tout projet de ce type, c'est le fait de transformer la qualité des interactions qui composent notre vie quotidienne, et de prendre au sérieux cette idée de coopération entre individus libres et égaux. Une des idées centrales de la tradition politique libérale inspirée par John Stuart Mill est que cela déclencherait un effet de débordement (*spillover effect*), renforçant ainsi les bases sociales et culturelles de la démocratie politique. Cette affirmation doit à mon sens être précisée car elle contient différents éléments normatifs.

Dans sa formulation originale, elle implique que la confiance dans la démocratie politique est renforcée lorsque nous faisons l'expérience de ce même principe dans d'autres domaines de vie. Ce fait permettrait de contrer les déficits démocratiques grâce au fait de donner un sens plus concret et vécu à ce que démocratie veut dire. C'est de cette manière, par exemple, que je comprends le propos de Carole Pateman (1970) sur la démocratie en entreprise. Dans un second sens, l'effet majeur d'une extension des pratiques démocratiques serait d'éliminer le conflit entre principes normatifs opposés dont nous faisons l'expérience, lorsque nous sommes soumis à l'autorité despotique d'un chef au travail, tandis qu'en tant que citoyens nous faisons l'expérience de l'autonomie. Cette cohérence violée nuit à la légitimité de la démocratie en tant que principe politique, car elle met les individus face à un conflit insupportable entre deux modèles de légitimation de l'autorité (Eckstein & Gurr, 1975). Mais la question de la démocratisation des autres sphères de la vie sociale s'impose aussi par la force conceptuelle propre de la démocratie : l'idée de démocratie, tout comme celles de justice ou de non-domination, décrit une norme dont l'application ne peut ni ne doit pas être limitée au préalable à un domaine spécifique de la vie sociale.

Manuel Cervera-Marzal estime que la démocratie représentative serait un dispositif « antidémocratique et aristocratique » et qu'il faudrait la remplacer par des formules de démocratie directe. Sur ce

point nous sommes en désaccord, et Manuel a bien raison de dire que, d'après moi, les élections sont une composante nécessaire, même si non suffisante de la démocratie. Plus spécifiquement, je pense que la démocratie directe fonctionne bien dans certaines circonstances, mais pas dans d'autres. J'aurais à ce sujet une position tout à fait contextualiste, car la prise de décision collective est un moyen pour une fin, qui est l'action en commun en vue de la résolution d'un problème. Il me semble que l'ossature institutionnelle de la démocratie moderne ne puisse pas se passer du dispositif représentatif, et cela pour des raisons que Nadia Urbinati (2006) a, entre autres, formulé de manière claire et, à mon avis, définitive. À ce propos, il me semble que l'élargissement du concept de démocratie représentative, accompli par les théories de la démocratie délibérative, de la sphère publique et de la société civile, nous permet d'enrichir le sens de cette pratique en faisant du moment des élections tout simplement le point final de pratiques d'action, de discussion et de décision bien plus riches et complexes.

Le rejet du modèle représentatif tel qu'on a pu le voir dans certains mouvements évoqués par Manuel ne me semble pas pouvoir aller beaucoup plus loin que cette forme de témoignage existentiel, propre au commencement d'une action collective qui demandera peu après des formes structurées d'organisation et de médiation. C'est peut-être la différence majeure entre Occupy Wall Street et Indignados que le second a su (et voulu) se donner une forme organisée sous la forme « parti », alors que le premier s'est renfermé dans une forme presque « pure » de témoignage de protestation. Que serait-il resté de cette expérience si Podemos n'était pas né du sein des Indignados pour tirer les conséquences politiques du mouvement ? Et comment aurait-il pu le faire autrement que par le jeu de la représentation et des élections ?

La dernière question soulevée par Manuel Cervera-Marzal concerne la place du conflit. Je souscris, comme lui, à l'idée que le conflit est un élément essentiel de la démocratie, et c'est bien ainsi que la tradition pragmatiste l'a compris. S'il y a une différence, sur ce

point, elle concerne la place et la signification qu'on lui accorde. Toute une tradition de théorie politique, dont la dernière version sont les théories agonistiques de la démocratie (Mouffe, 2014), a tendance à glorifier *le conflit pour le conflit*, à en faire l'essence de la démocratie et son moment de vérité. Il en va de même pour les théories événementielles ou insurrectionnelles de la démocratie, qui voient la vérité de cette dernière dans ces moments uniques où le Peuple (toujours avec un grand P) se soulève, rompt ses chaînes, et fait l'expérience souveraine de la liberté.

Personnellement, je trouve ces théories un peu trop romantiques, et teintées par une nostalgie excessive pour le modèle et le moment de la révolution. Les humains recherchent la stabilité et la prévisibilité, non pas la mobilisation permanente. Je trouve que sur ce point la tradition libérale – c'est aussi un enseignement du pragmatisme – nous donne une vision plus réaliste de la vie en société que les traditions politiques dont Manuel se revendique, et que les conceptions radicales de la démocratie trahissent parfois, paradoxalement, un élitisme intellectuel sur lequel il faudrait réfléchir davantage.

Le pragmatisme cherche à articuler cette vision d'une démocratie de l'ordinaire. Il estime que le conflit est coûteux, qu'il produit de la souffrance, mais qu'il est parfois inévitable, car capable d'ouvrir sur du neuf et de briser une situation sociale de souffrance et d'injustice. La démocratie est le régime politique le plus tolérant vis-à-vis du conflit, et c'est sa force, car le conflit n'y est pas simplement conçu comme un rapport de force ou de domination, mais il y est pris comme source de créativité. Cela est, me semble-t-il, un fait incontestable. La question du conflit, alors, me paraît être celle des conditions auxquelles son exercice devient créatif et non pas destructeur. Il en va du conflit, me semble-t-il, comme de la critique : l'un et l'autre ont atteint dans la culture politique actuelle un statut de fétiche. Il en faut toujours plus, sans que la question de leurs conséquences ne soit jamais posée. C'est là une culture de la négativité qui me paraît opposée à la culture du « méliorisme » qui caractérise la tradition pragmatiste.

Pour cette tradition, la négativité, si on veut qualifier ainsi le conflit et la critique, n'est qu'un moyen. Ce sur quoi il faudrait toujours porter son attention, toujours revenir, ce sont les résultats visés – et évaluer dans quelle mesure une action engendre des conséquences qui nous rapprochent de ces résultats visés (Dewey, 1927/2010).

Cela nous fait peut-être revenir à la question initiale de la méfiance envers la démocratie : si dans un passé bien plus autoritaire, la critique de la critique et la suppression du conflit constituaient des menaces réelles à la démocratie – et c'est toujours le cas dans un certain nombre de pays –, ne serions-nous pas entrés en Europe dans une phase dans laquelle l'un des pires ennemis de la démocratie serait devenu sa radicalisation, ou plutôt *le discours de sa radicalisation* ? Je veux dire par là qu'une attitude *a priori* agonistique, conflictuelle, destructrice devient incapable de voir le potentiel d'émancipation présent dans des pratiques et institutions qui ne sont pas certes idéales, mais qui promeuvent néanmoins un certain degré d'égalité, justice, liberté. La critique pour la critique ne nous aide pas à penser ces processus transitionnels de réforme qui permettraient de rendre le monde meilleur. Sans ce rapport constructif à la réforme (ce que les pragmatistes appelaient la reconstruction), la critique tourne à vide. De l'autre côté, la réforme sans critique se réduit à de l'ingénierie sociale sans véritable pouvoir d'émancipation. Nous nous trouvons dès lors face au paradoxe d'une critique autoréférentielle incapable de tout pouvoir de proposition, et de l'autre côté d'un discours technocratique et managérial qui confond l'émancipation avec la parole des experts.

C'est ce qui se passe aujourd'hui dans les études politiques, où nous nous trouvons aujourd'hui, surtout en France, dans une situation paroxystique où les sciences politiques se cantonnent soit à une description de la réalité dépourvue de toute ambition normative, soit à un discours technocratique qui soude élites intellectuelles et politiques, et où la philosophie politique, quand elle n'est pas embarquée dans des formes de dénégation ou de sarcasme, est pour une bonne part prise dans une dynamique de radicalisation incapable, par

manque de réalisme, de concevoir des propos de réforme faisables. C'est un état de choses déplorable, dont, je pense, l'hyper-radicalisation du discours critique porte une large partie des responsabilités, car il devient sourd à tout propos de réforme qui ne soit pas radical et absolu.

Le pragmatisme adopte une attitude profondément différente qui vise à dépasser ce clivage entre radicalisme et conservatisme à la recherche d'alternatives qui soient à la fois désirables et faisables. Le problème est de redonner aux citoyens le pouvoir d'agir en disposant des ressources, des outils, des lois et des institutions appropriés pour le faire ; et ce n'est pas, en passant, une simple affaire discursive, mais bel et bien pratique. Comme je le disais à la fin de mon livre, l'enjeu est de « (a) favoriser les processus de formation des publics ; (b) encourager les processus d'enquête collective ; (c) prendre en compte les besoins du public ; (d) contribuer à la résolution de problèmes partagés ; (e) munir les publics de nouvelles instrumentalités et leur ouvrir de nouvelles possibilités d'action collective » (2019 : 253). Actuellement, je poursuis un programme international d'enquête sur la démocratie industrielle en ce qu'elle peut changer drastiquement les conditions de vie des travailleurs (qui sont aussi des citoyens, des consommateurs, des électeurs, etc.). C'est cette attention aux formes de vie ordinaire et cette foi dans les chances de les améliorer qui constitue le trait distinctif du projet pragmatiste de démocratie, dans le panorama contemporain de la philosophie politique.

BIBLIOGRAPHIE

- ABENSOUR Miguel (1997), *La Démocratie contre l'État*, Paris, Félin.
- ADDAMS Jane (1902), *Democracy and Social Ethics*, New York, Macmillan.
- ALLAIS Maurice (1999), *La Crise mondiale d'aujourd'hui : pour de profondes réformes des institutions financières et monétaires*, Paris, C. Juglar.
- BIDET Alexandra & Carole GAYET-VIAUD (2020), « Remettre la démocratie sur ses pieds : une ethnographie de la citoyenneté comme vie commune », *Pragmata*, 3, p.250-266. En ligne : (<https://revuepragmata.files.wordpress.com/2021/04/pragmata-2020-3-6-symposium.pdf>).
- BLONDIAUX Loïc (2008), *Le Nouvel esprit de la démocratie : actualité de la démocratie participative*, Paris, Seuil.
- BRONNER Gérard (2013), *La Démocratie des crédules*, Paris, Presses universitaires de France.
- CHATEAURAYNAUD Francis (2020), *Alertes et lanceurs d'alerte*, Paris, Presses universitaires de France.
- CHATEAURAYNAUD Francis & Didier TORNÉ (1999/2013), *Les Sombres précurseurs. Une sociologie pragmatique de l'alerte et du risque*, Paris, Éditions de l'EHESS.
- DEWEY John (1888), « The Ethics of Democracy », *Michigan Philosophical Papers* (EW.1.227-249).
- DEWEY John (1916), *Democracy and Education*, New York, The Macmillan Company.
- DEWEY John (1920/2014), *Reconstruction en philosophie*, Paris, Gallimard.
- DEWEY John (1922), *Human Nature and Conduct*, New York, Henry Holt and Company.
- DEWEY John (1927/2010), *Le Public et ses problèmes*, Paris, Gallimard.
- DEWEY John (1929), *The Quest for Certainty : A Study of the Relation of Knowledge and Action*, New York, Minton, Balch.
- DEWEY John (1934/2010), *L'Art comme expérience*, Paris, Gallimard.
- DEWEY John (1937/2015), « La démocratie est radicale », in Roberto Frega (dir.), *Le Pragmatisme comme philosophie sociale et politique*, Lormont, Le Bord de l'Eau.
- DEWEY John (1939/1977), « Creative Democracy : The Task Before Us », *Later Works (1925-1953)*, vol. 14, ed. by Jo Ann Boydston, Carbondale, Southern Illinois University Press, (LW.14.224-231).
- DEWEY John & James Hayden TUFTS (1908/1932), *Ethics*, New York, Henry Holt and Company.
- DUMEZ Hervé (2020), « De l'avenir de la démocratie considéré sous l'angle du pragmatisme. À propos de *Le Projet démocratique* de Roberto Frega », *Le Libellio d'Aegis*, vol. 16, – série spéciale Coronam semaine 3, p.15-28.
- ECKSTEIN Harry & Ted GURR (1975), *Patterns of Authority : A Structural Basis for Political Inquiry*, New York, Wiley.

- FOLLETT Mary Parker (1918/1998), *The New State : Group Organisation, the Solution of Popular Government*, New York, Longmans, Green and Co (NS) (nouvelle édition, Philadelphie, Pennsylvania University Press).
- FOLLETT Mary Parker (1924), *Creative Experience*, New York, Longmans, Green and Co.
- FOLLETT Mary Parker (1941/2013), *Dynamic Administration. The Collected Papers of Mary Parker Follett*, ed. by Henry C. Metcalf & Lyndall F. Urwick, New York et Londres, Harper & Brothers Publishers [réédition Mansfield Centre, CT, Martino Publishing].
- FOLLETT Mary P. (1942), *Dynamic Administration : The Collected Papers of Mary Parker Follett*, ed. by H. C. Metcalf & Lyndall F. Urwick, New York, Harper & Brothers Publishers.
- FREGA Roberto (2006), *John Dewey et la philosophie comme épistémologie de la pratique*, Paris, L'Harmattan.
- FREGA Roberto (2012), *Practice, Judgment, and the Challenge of Moral and Political Disagreement : A Pragmatist Account*, Lanham, Lexington.
- FREGA Roberto (2013), *Les Sources sociales de la normativité*, Paris, Vrin.
- FREGA Roberto (2014), « The Normative Creature: Toward a Practice-Based Account of Normativity », *Social Theory and Practice*, 40 (1), p. 1-27.
- FREGA Roberto (2017), « Pragmatizing Critical Theory's Province », *Dewey Studies*, 1 (2), p. 4-47.
- FREGA Roberto (2019), « Democratic Patterns of Interaction as a Norm for the Workplace », *Journal of Social Philosophy*, 51 (1), p. 27-53.
- FREGA Roberto (2020a), « Against Analogy : Why Analogical Arguments in Support of Workplace Democracy Must Fail », *Democratic Theory*, 7 (1), p. 1-26.
- FREGA Roberto (2020b), « Employee Involvement and Workplace Democracy », *Business Ethics Quarterly*, 2020 (online first).
- FREGA Roberto (2020c), « Il populismo come l'altro della social-democrazia », in Antonio Masala (dir.), *L'Età dei populismi*, Rome, Carocci, p. 227-254.
- FREGA Roberto (2020d), *Le Projet démocratique*, Paris, Éditions de la Sorbonne.
- FREGA Roberto (2021), « The Fourth Stage of Social Democracy », *Theory and Society*, 50 (3), p. 489-513.
- FREGA Roberto (2022), « Firms as Coalitions of Democratic Cultures: Towards an Organizational Theory of Workplace Democracy », *Critical Review of International Social and Political Philosophy*, à paraître.
- FREGA Roberto & Lisa HERZOG (dir.) (2020), « Workplace Democracy », *Review of Social Economy*, 78 (3).
- FREGA Roberto, HERZOG Lisa & Christopher NEUHÄUSER (2019), « Workplace Democracy – The Recent Debate », *Philosophy Compass*.
- GAUDIN Olivier (2021), « Apprendre à apprendre : vers une pédagogie de la créativité ? John Dewey, le Bauhaus et le Black Mountain College », *Pragmata*, 4, p. 104-154. En ligne : (<https://revuepragmata.files.wordpress.com/2021/10/3-pragmata-4-gaudin.pdf>).

- GETZ Isaac & Brian CARNEY (2012), *Liberté & Cie : Quand la liberté des salariés fait le bonheur des entreprises*, Paris, Fayard.
- GIREL Mathias (2017), *Science et territoires de l'ignorance*, Versailles, Éditions Quae.
- GOFFMAN Erving (1963/2013), *Comment se conduire dans les lieux publics ?*, Paris, Economica.
- GOFFMAN Erving (1974/1991), *Les Cadres de l'expérience*, Paris, Minuit.
- HALL Stuart (2017), *Identités et cultures : politiques des cultural studies*, Paris, Éditions Amsterdam.
- JOUBERT Joseph (1954), *Pensées*, Paris, Le Club français du Livre.
- LEFORT Claude (1978), *Les Formes de l'histoire*, Paris, Gallimard.
- LEFORT Claude (1979), *Éléments d'une critique de la bureaucratie*, Paris, Gallimard.
- LEFORT Claude (1981), *L'Invention démocratique*, Paris, Fayard.
- LEFORT Claude (1986), *Essais sur le politique (XIX^e-XX^e siècles)*, Paris, Seuil.
- LIPPMANN Walter (1922), *Public Opinion*, New York, Harcourt, Brace, and Company.
- MAZUR Eric (1997), *Peer Instruction : A User's Manual*, Upper Saddle River, NJ, Prentice Hall.
- MEAD George Herbert (1934/2015), *Mind, Self, Society*, Chicago, The University of Chicago Press.
- MEAD George Herbert (1936), *Movements of Thought in the Nineteenth Century*, Chicago, The University of Chicago Press.
- MOUFFE Chantal (2014), *Agonistique : Penser politiquement le monde*, Paris, ENSBA.
- OKIN MOLLER Susan (1989/2008), *Justice, genre et famille*, Paris, Flammarion.
- PAPPAS Gregory F. (2020), « La démocratie comme communauté morale idéale », *Pragmata*, 3, p. 16-87. En ligne : (<https://revuepragmata.files.wordpress.com/2021/04/pragmata-2020-3-2-pappas.pdf>).
- PATEMAN Carole (1970), *Participation and Democratic Theory*, Cambridge, Cambridge University Press.
- PEIRCE Charles Sanders (1958), *Collected Papers of Charles Sanders Peirce. Vol. 7: Science and Philosophy*, Cambridge, Mass., The Belknap Press of Harvard University Press.
- PUTNAM Hilary (2004), *Fait/Valeur : la fin d'un dogme, et autres essais*, Paris/Tel Aviv, Éditions de l'Éclat.
- RANCIÈRE Jacques (2005), *La Haine de la démocratie*, Paris, La Fabrique.
- RAWLS John (1993/1995), *Libéralisme politique*, Paris, Presses universitaires de France.
- ROBERTSON Brian (2016), *La Révolution Holacracy*, Paris, Alisio.
- ROSANVALLON Pierre (1993), « L'histoire du mot démocratie à l'époque moderne », in Pierre Rosanvallon, Pierre Manent & Marcel Gauchet (dir.), *Situations de la démocratie*, Paris, Gallimard, p.11-29.

- SABEL Charles F. & William H. SIMON (2017), « Democratic Experimentalism », in Justin Desautels-Stein & Christopher Tomlins (dir.), *Searching for Contemporary Legal Thought*, Cambridge et New York, Cambridge University Press, p. 477-498.
- SHUSTERMAN Richard (1992), *L'Art à l'état vif: la pensée pragmatiste et l'esthétique populaire*, Paris, Minuit.
- TAYLOR Charles (1993), « Explanation and Practical Reason », in Martha Nussbaum & Amartya Sen (dir.), *The Quality of Life*, Oxford, Oxford University Press, p. 208-231.
- URBINATI Nadia (2006), *Representative Democracy: Principles and Genealogy*, Chicago, University of Chicago Press.
- WALLAS Graham (1916), *The Great Society*, New York, Macmillan.
- WRIGHT Erik Olin (2010/2017), *Utopies réelles*, Paris, La Découverte.

NOTES

1 Ce symposium a été coordonné et édité par Alvin Panjeta et Daniel Cefaï.

2 Pourquoi, du reste, Dewey insisterait-il sur ces modalités de formation des premières habitudes pour ensuite considérer que la transformation des habitudes obéirait à une autre logique ?

3 George H. Mead (1936 : 377) articule les habitudes sociales à un ensemble d'attitudes du groupe, attitudes qui exercent un contrôle social sur l'individu, dans la mesure où ce dernier adopte ces attitudes vis-à-vis de son propre comportement.